

*Pour diffusion immédiate***Transcontinental inc. annonce ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2018****Faits saillants**

- Les revenus ont augmenté de 36,0 millions de dollars, soit de 7,2 %, passant de 498,7 millions de dollars à 534,7 millions. Les revenus ajustés, qui excluent un montant de 62,3 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, ont diminué de 26,3 millions de dollars, soit de 5,3 %, pour s'établir à 472,4 millions de dollars. Cette baisse résulte principalement de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 31,2 millions de dollars, soit de 46,0 %, passant de 67,8 millions de dollars à 99,0 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut un montant de 46,6 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés net de l'amortissement accéléré en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, ainsi que les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 2,0 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 63,7 millions de dollars à 65,7 millions.
- Le résultat net a augmenté de 22,5 millions de dollars, soit de 48,5 %, passant de 46,4 millions de dollars à 68,9 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit de 6,1 %, passant de 42,5 millions de dollars à 45,1 millions.
- Acquisition de Multifilm Packaging Corporation, un fournisseur d'emballages souples situé à Elgin, en Illinois.
- Vente de 33 publications, incluant 32 journaux locaux, dont ceux vendus le 6 juin 2018, et le quotidien *Métro* Montréal, ainsi que les propriétés Web s'y rattachant.
- Conclusion de l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018. TC Transcontinental devient ainsi un chef de file nord-américain en emballage souple. L'entreprise a acquis 21 installations de production situées aux États-Unis, au Canada, en Équateur, au Guatemala, au Mexique, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine pour 1,32 milliard de dollars américains (1,697 milliard de dollars canadiens) et a accueilli 3100 employés. Coveris Americas a généré des revenus de 966 millions de dollars américains (environ 1,26 milliard de dollars canadiens) pour son exercice financier clos le 31 décembre 2017.
- Inscription au classement Corporate Knights des 50 entreprises citoyennes les plus responsables au Canada.

Montréal, le 7 juin 2018 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 clos le 29 avril 2018.

« Notre bonne performance au deuxième trimestre démontre que nos décisions stratégiques dans nos trois créneaux d'affaires ont contribué aux solides résultats de l'ensemble de notre portefeuille, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental. Nous sommes ainsi en excellente position pour entamer avec enthousiasme et assurance une nouvelle phase de notre plan de croissance.

« Au cours du trimestre, nous nous sommes positionnés comme un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord grâce à l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas. Il s'agit d'une étape charnière de notre évolution puisque notre division de l'emballage est désormais la plus grande en termes de revenus pro forma. Cette transaction s'ajoute à l'acquisition de Multifilm Packaging, en Illinois, réalisée au mois de mars.

« La division de l'impression a quant à elle connu un trimestre stable et certaines initiatives mises en place pour optimiser notre plateforme ont continué à porter leurs fruits. Enfin, au chapitre du secteur des médias, nous sommes très satisfaits des résultats du processus de vente des publications locales. La totalité des titres au Québec se retrouvent maintenant entre les mains d'acteurs locaux et la grande majorité des emplois ont été conservés. Il ne nous reste qu'un seul journal local à vendre en Ontario.

« Forts de ces résultats et de notre solide situation financière, nous amorçons l'intégration de Coveris Americas avec confiance. Nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie, ce qui devrait nous permettre de réduire notre endettement net, tout en poursuivant notre stratégie de croissance en emballage. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T2-2018	T2-2017	Variation en %	SIX MOIS 2018	SIX MOIS 2017	Variation en %
Revenus	534,7 \$	498,7 \$	7,2 %	1 036,4 \$	1 002,3 \$	3,4 %
Revenus ajustés ⁽¹⁾	472,4	498,7	(5,3)	934,3	1 002,3	(6,8)
Résultat opérationnel avant amortissement	138,7	94,2	47,2	293,4	183,2	60,2
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	89,7	90,1	(0,4)	180,7	178,0	1,5
Résultat opérationnel	99,0	67,8	46,0	222,5	130,2	70,9
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	65,7	63,7	3,1	131,8	125,0	5,4
Résultat net	68,9	46,4	48,5	127,1	89,1	42,6
Résultat net par action	0,89	0,60	48,3	1,64	1,15	42,6
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	45,1	42,5	6,1	93,7	83,8	11,8
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,58	0,55	5,5	1,21	1,08	12,0

(1) Veuillez consulter la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Résultats du deuxième trimestre de 2018

Les revenus ont augmenté de 36,0 millions de dollars, soit de 7,2 %, passant de 498,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 534,7 millions pour la même période en 2018. En excluant l'effet favorable de 62,3 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, les revenus ajustés sont passés de 498,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 472,4 millions pour la même période en 2018, soit une baisse de 5,3 %. Toutefois, en excluant l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017 en lien avec la stratégie de la Société, ainsi que l'effet défavorable du taux de change, les revenus ajustés ont augmenté de 7,1 millions de dollars, soit de 1,5 %. Cette hausse est surtout attribuable à la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi qu'à la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage en raison de l'augmentation du volume dans l'ensemble de nos usines. Au chapitre de la division de l'impression, les revenus attribuables à l'offre de services aux détaillants canadiens ont connu un léger ralentissement. Le recul des revenus des autres créneaux de la division de l'impression s'est poursuivi en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire et de la fin de l'impression du *The Globe and Mail* dans les Maritimes, de *La Presse* et du *San Francisco Chronicle* depuis le 1^{er} avril, partiellement contrebalancé par du volume additionnel dans le créneau des produits marketing.

Le résultat opérationnel a augmenté de 31,2 millions de dollars, soit de 46,0 %, passant de 67,8 millions au deuxième trimestre de 2017 à 99,0 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés et à la baisse des charges opérationnelles en raison de la vente d'actifs médias et des initiatives de réduction de coûts. Cette hausse est partiellement contrebalancée, principalement, par la hausse des frais de restructuration et autres coûts (gains) et par l'effet de l'amortissement accéléré. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 2,0 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 63,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 65,7 millions au deuxième trimestre de 2018. En excluant l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017, ainsi que l'effet défavorable du taux de change, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 5,5 millions de dollars, soit de 9,1 %. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance interne du résultat opérationnel ajusté en raison de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans l'ensemble de la Société, partiellement contrebalancée par les baisses de volume ci-dessus mentionnées. Ce trimestre, la variation de la charge de rémunération à base d'actions

en raison de la variation du prix de l'action au deuxième trimestre de 2018 par rapport à la même période en 2017 et la variation du taux de change n'ont pas eu un effet significatif sur le résultat opérationnel.

Le résultat net a augmenté de 22,5 millions de dollars, soit de 48,5 %, passant de 46,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 68,9 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 0,60 \$ à 0,89 \$. En excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit de 6,1 %, passant de 42,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 45,1 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette augmentation est attribuable à la hausse du résultat opérationnel ajusté expliquée ci-dessus. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,55 \$ à 0,58 \$.

Résultats des six premiers mois de 2018

Les revenus ont augmenté de 34,1 millions de dollars, soit de 3,4 %, passant de 1 002,3 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 1 036,4 millions pour la même période en 2018. En excluant l'effet favorable de 102,1 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, les revenus ajustés sont passés de 1 002,3 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 934,3 millions pour la même période en 2018, soit une baisse de 6,8 %. Toutefois, en excluant l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017 en lien avec la stratégie de la Société, ainsi que l'effet défavorable du taux de change, les revenus ajustés sont demeurés relativement stables. Le recul des revenus des créneaux non reliés aux services aux détaillants en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire et de la fin de l'impression du *The Globe and Mail* dans les Maritimes et de *La Presse*, ainsi que la baisse des revenus dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario, encore invendus au cours des six premiers mois de 2018, sont contrebalancés par la stabilité de la demande pour nos services aux détaillants, par la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi que par la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage.

Le résultat opérationnel a augmenté de 92,3 millions de dollars, soit de 70,9 %, passant de 130,2 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 222,5 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés, à la baisse des charges opérationnelles, à des gains plus élevés liés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des gains nets sur la vente d'immeubles, partiellement contrebalancée par l'effet de l'amortissement accéléré. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 6,8 millions de dollars, soit de 5,4 %, passant de 125,0 millions de dollars à 131,8 millions. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a baissé de 6,8 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours des six premiers mois de 2018 par rapport à la même période en 2017, l'effet défavorable des ventes de journaux et d'autres actifs médias réalisées en 2017 et l'effet défavorable de la variation du taux de change, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 5,6 millions de dollars, soit de 4,4 %. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance interne du résultat opérationnel ajusté en raison de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans l'ensemble de la Société, partiellement contrebalancée par les baisses de volume ci-dessus mentionnées.

Le résultat net a augmenté de 38,0 millions de dollars, soit de 42,6 %, passant de 89,1 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 127,1 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 1,15 \$ à 1,64 \$. En excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés, le résultat net ajusté a augmenté de 9,9 millions de dollars, soit de 11,8 %, passant de 83,8 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 93,7 millions pour la même période en 2018. Par action, le résultat net ajusté est passé de 1,08 \$ à 1,21 \$.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition de Coveris Americas, émission d'actions et nouveaux financements

Le 1^{er} mai 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition de Coveris Americas détenue auparavant par Coveris Holdings S.A. Ayant son siège social à Chicago, Coveris Americas fabrique une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films coextrudés, des films thermorétractables, des substrats enduits et des étiquettes. Pour son exercice financier clos le 31 décembre 2017, Coveris Americas a généré des revenus de 966 millions de dollars américains, un résultat opérationnel de 68 millions de dollars américains et un résultat opérationnel avant amortissement ajusté de 128 millions de dollars américains.

TC Transcontinental intègre ainsi à son réseau de 7 usines d'emballage souple 21 installations de production ayant bénéficié de bons investissements. Celles-ci sont situées aux États-Unis, au Canada, en Équateur, au Guatemala, au Mexique, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine. Grâce à cette acquisition, TC Transcontinental est à la tête d'un réseau de 28 usines en emballage et se positionne comme un chef de file nord-américain en emballage souple. La Société accueille par ailleurs 3100 employés dont la majorité sont situés en Amérique du Nord et en Amérique latine.

La contrepartie d'achat est de 1 697,0 millions de dollars (1 320,0 millions de dollars américains), sous réserve des ajustements habituels à l'égard du fonds de roulement et de la prise en charge de certains passifs en date d'acquisition, pour une contrepartie d'achat nette de 1 567,0 millions de dollars (1 219,0 millions de dollars américains). En date d'acquisition, la Société a financé la contrepartie d'achat, de même que les frais liés à cette acquisition au moyen de la combinaison 1) de liquidités pour un total de 290,0 millions de dollars; 2) d'un montant prélevé sur les facilités de crédit existantes pour un montant d'environ 167,0 millions de dollars; 3) d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant d'environ 964,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains); et 4) du produit net d'un placement auprès du public par voie de prise ferme portant sur des reçus de souscription de 276,0 millions de dollars.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives 2018

Pour la division de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de notre offre de services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017, et ce, en tenant compte du renouvellement, déjà annoncé, de notre entente pluriannuelle avec Les Compagnies Loblaw limitée. Cette dernière inclut la gamme complète de nos services aux détaillants ainsi que du volume additionnel d'impression de produits marketing sur le lieu de vente, de services de prémédia et d'impression commerciale. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire. Nous avons également cessé l'impression du *San Francisco Chronicle* depuis le mois d'avril aux termes de l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017. Ainsi, nous n'aurons plus de reconnaissance accélérée des revenus reportés et, par conséquent, l'effet net de cette entente sur les revenus sera une baisse d'environ 25 millions de dollars et l'effet net sur le résultat opérationnel sera une diminution d'environ 7 millions de dollars pour la deuxième moitié de l'année financière par rapport à la même période en 2017, dont la quasi-totalité n'aura aucun effet sur les flux de trésorerie. Finalement, afin de partiellement contrebalancer la baisse de volume, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle et nous bénéficierons de la fermeture d'une usine, située à Montréal, qui a eu lieu à la fin du premier trimestre de 2018.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, nos acquisitions, notamment Coveris Americas, Multifilm Packaging et Les Industries Flexipak, contribueront aux résultats de l'exercice 2018. Au cours de la deuxième moitié de l'année, nous veillerons à l'intégration de Coveris Americas et à amorcer la réalisation des synergies anticipées. Nous comptons également sur notre force de vente pour poursuivre le développement de notre bassin de clients potentiels et nous nous attendons à ce que de nouvelles ventes se concrétisent afin de réaliser une croissance interne de nos revenus similaire à celle de 2017 pour notre portefeuille pré-acquisition de Coveris Americas. Quant aux revenus de Coveris Americas, nous nous attendons à ce que ceux-ci soient comparables à ceux de 2017. À partir du troisième trimestre de 2018, nous comptons présenter séparément les données financières de la division de l'emballage de celles de la division de l'impression.

Pour le secteur des médias, nous prévoyons que les revenus générés par nos activités dans le créneau Affaires et Éducation demeureront stables. Par ailleurs, puisque la totalité de notre portefeuille de journaux locaux du Québec a été vendue, nous comptons continuer d'ajuster notre structure de coûts en conséquence.

Finalement, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie de l'ensemble de nos activités opérationnelles, ce qui nous permettra de réduire notre endettement net.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles une définition complète est présentée dans le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018* et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Rapprochement des revenus - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Revenus	534,7 \$	498,7 \$	1 036,4 \$	1 002,3 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	(62,3)	—	(102,1)	—
Revenus ajustés	472,4 \$	498,7 \$	934,3 \$	1 002,3 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat opérationnel - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Résultat opérationnel	99,0 \$	67,8 \$	222,5 \$	130,2 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	(62,3)	—	(102,1)	—
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	15,7	—	22,0	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	11,6	(5,4)	(14,3)	(7,7)
Dépréciation d'actifs	1,7	1,3	3,7	2,5
Résultat opérationnel ajusté	65,7 \$	63,7 \$	131,8 \$	125,0 \$
Amortissement	39,7	26,4	70,9	53,0
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	(15,7)	—	(22,0)	—
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	89,7 \$	90,1 \$	180,7 \$	178,0 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat net - Deuxième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	29 avril 2018		30 avril 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	68,9 \$	0,89 \$	46,4 \$	0,60 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(46,0)	(0,60)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	11,6	0,15	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	9,2	0,12	(4,8)	(0,06)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	1,4	0,02	0,9	0,01
Résultat net ajusté	45,1 \$	0,58 \$	42,5 \$	0,55 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat net - Cumulatif

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Six mois clos le			
	29 avril 2018		30 avril 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	127,1 \$	1,64 \$	89,1 \$	1,15 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(75,4)	(0,98)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	16,3	0,21	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(13,6)	(0,18)	(7,1)	(0,09)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	2,8	0,04	1,8	0,02
L'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés	36,6	0,47	—	—
Résultat net ajusté	93,8 \$	1,20 \$	83,8 \$	1,08 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017
Dette à long terme	298,4 \$	348,3 \$
Portion courante de la dette à long terme	50,0	—
Trésorerie	(298,1)	(247,1)
Endettement net	50,3 \$	101,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	399,4 \$	396,7 \$
Ratio d'endettement net	0,1 x	0,3 x

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Dividende

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 11 juillet 2018 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 28 juin 2018.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2018, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société est également un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Depuis plus de 40 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 9000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été d'environ 2,0 milliards de dollars canadiens pour l'année financière se terminant le 29 octobre 2017. La Société a conclu, le 1^{er} mai 2018, l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas qui a généré des revenus d'environ 1,26 milliard de dollars canadiens (966 millions de dollars américains) pour son exercice financier clos le 31 décembre 2017. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc.

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés

prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer efficacement les acquisitions à ses activités sans nuire à sa croissance et à sa rentabilité, tout en réalisant les synergies attendues, l'environnement politique, social, réglementaire et législatif, notamment en matière environnemental et de développement durable, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie de l'alimentation, l'innovation dans son offre, la protection de ses droits de propriété intellectuelle, la concentration de ses ventes dans certains segments, la cybersécurité et la protection des données, le recrutement et la rétention du talent dans certains secteurs géographiques et d'activités, la fiscalité, les taux d'intérêts et le niveau d'endettement net. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017* ainsi que dans la plus récente *Notice annuelle* et ont été mis à jour dans le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 7 juin 2018.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 7 juin 2018. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Shirley Chenny
Conseillère aux relations avec les investisseurs
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-4166
shirley.chenny@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., notre façon de gérer les risques, ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018. Il devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes afférentes inclus dans le présent rapport. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté dans le tableau #2, à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » et à la note 3, « Information sectorielle », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Termes utilisés	Définitions
Revenus ajustés	Revenus excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs
Marge du résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel ajusté divisé par les revenus ajustés
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat excluant les impôts portant sur la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés
Résultat net ajusté	Résultat net, excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾ , l'amortissement accéléré ⁽¹⁾ , les frais de restructuration et autres coûts (gains) et de la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés
Endettement net	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les

principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 octobre 2017 ainsi que dans la plus récente notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 7 juin 2018.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 7 juin 2018. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société est également un leader canadien dans ses activités de médias spécialisés. Depuis plus de 40 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 9000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été d'environ 2,0 milliards de dollars canadiens pour l'année financière se terminant le 29 octobre 2017. La Société a conclu, le 1^{er} mai 2018, l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas qui a généré des revenus d'environ 1,26 milliard de dollars canadiens (966 millions de dollars américains) pour son exercice financier clos le 31 décembre 2017. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc.

FAITS SAILLANTS - DEUXIÈME TRIMESTRE

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T2-2018	T2-2017	Variation en \$	Variation en %
Revenus	534,7 \$	498,7 \$	36,0 \$	7,2 %
Revenus ajustés ⁽¹⁾	472,4	498,7	(26,3)	(5,3)
Résultat opérationnel	99,0	67,8	31,2	46,0
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	65,7	63,7	2,0	3,1
Résultat net	68,9	46,4	22,5	48,5
Résultat net par action	0,89	0,60	0,29	48,3
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	45,1	42,5	2,6	6,1
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,58	0,55	0,03	5,5

⁽¹⁾ Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

- Les revenus ont augmenté de 36,0 millions de dollars, soit de 7,2 %, passant de 498,7 millions de dollars à 534,7 millions. Les revenus ajustés, qui excluent un montant de 62,3 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, ont diminué de 26,3 millions de dollars, soit de 5,3 %, pour s'établir à 472,4 millions de dollars. Cette baisse résulte principalement de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec.

- Le résultat opérationnel a augmenté de 31,2 millions de dollars, soit de 46,0 %, passant de 67,8 millions de dollars à 99,0 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut un montant de 46,6 millions de dollars pour la reconnaissance accélérée des revenus reportés net de l'amortissement accéléré en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, ainsi que les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 2,0 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 63,7 millions de dollars à 65,7 millions.
- Le résultat net a augmenté de 22,5 millions de dollars, soit de 48,5 %, passant de 46,4 millions de dollars à 68,9 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit de 6,1 %, passant de 42,5 millions de dollars à 45,1 millions.
- Le 7 mars 2018, la Société a acquis Multifilm Packaging Corporation, un fournisseur d'emballages souples situé à Elgin, en Illinois.
- Le 2 avril 2018, Transcontinental inc. a annoncé l'acquisition transformationnelle de Coveris Americas.
- Le 20 avril 2018, Transcontinental inc. a conclu un placement public par voie de prise ferme pour un produit net de 276,0 millions de dollars de reçus de souscription dans la foulée de l'annonce d'acquisition de Coveris Americas.
- Le 27 avril 2018, la Société a vendu 30 publications, incluant 29 journaux locaux et le quotidien *Métro* Montréal, ainsi que les propriétés Web s'y rattachant.
- Le 1^{er} mai 2018, Transcontinental inc. a conclu l'acquisition de Coveris Americas, devenant ainsi un chef de file nord-américain en emballage souple. L'entreprise a ainsi acquis 21 installations de production situées aux États-Unis, au Canada, en Équateur, au Guatemala, au Mexique, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine pour 1,32 milliard de dollars américains (1,697 milliard de dollars canadiens) et a accueilli 3100 employés. Coveris Americas a généré des revenus de 966 millions de dollars américains (environ 1,26 milliard de dollars canadiens) pour son exercice financier clos le 31 décembre 2017.
- Le 1^{er} mai 2018, la Société a financé une partie de la contrepartie d'achat de Coveris Americas au moyen d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant d'environ 964,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains).

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que les revenus ajustés, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Tableau #2 :

Rapprochement des revenus - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Revenus	534,7 \$	498,7 \$	1 036,4 \$	1 002,3 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	(62,3)	—	(102,1)	—
Revenus ajustés	472,4 \$	498,7 \$	934,3 \$	1 002,3 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat opérationnel - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Résultat opérationnel	99,0 \$	67,8 \$	222,5 \$	130,2 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés ⁽¹⁾	(62,3)	—	(102,1)	—
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	15,7	—	22,0	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	11,6	(5,4)	(14,3)	(7,7)
Dépréciation d'actifs	1,7	1,3	3,7	2,5
Résultat opérationnel ajusté	65,7 \$	63,7 \$	131,8 \$	125,0 \$
Amortissement	39,7	26,4	70,9	53,0
Amortissement accéléré ⁽¹⁾	(15,7)	—	(22,0)	—
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	89,7 \$	90,1 \$	180,7 \$	178,0 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat net - Deuxième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le			
	29 avril 2018		30 avril 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	68,9 \$	0,89 \$	46,4 \$	0,60 \$
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(46,0)	(0,60)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	11,6	0,15	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	9,2	0,12	(4,8)	(0,06)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	1,4	0,02	0,9	0,01
Résultat net ajusté	45,1 \$	0,58 \$	42,5 \$	0,55 \$

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement du résultat net - Cumulatif

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Six mois clos le			
	29 avril 2018		30 avril 2017	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	127,1	\$ 1,64	89,1	\$ 1,15
Reconnaissance accélérée des revenus reportés, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	(75,4)	(0,98)	—	—
Amortissement accéléré, déduction faite des impôts y afférents ⁽¹⁾	16,3	0,21	—	—
Frais de restructuration et autres coûts (gains), déduction faite des impôts y afférents	(13,6)	(0,18)	(7,1)	(0,09)
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	2,8	0,04	1,8	0,02
L'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés	36,6	0,47	—	—
Résultat net ajusté	93,8	\$ 1,20	83,8	\$ 1,08

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017
Dette à long terme	298,4 \$	348,3 \$
Portion courante de la dette à long terme	50,0	—
Trésorerie	(298,1)	(247,1)
Endettement net	50,3 \$	101,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	399,4 \$	396,7 \$
Ratio d'endettement net	0,1 x	0,3 x

(1) En lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017. Veuillez vous référer à la note 18, « Nouvelle entente avec Hearst », des états financiers résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre clos le 29 avril 2018.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - DEUXIÈME TRIMESTRE

Revenus

Les revenus ont augmenté de 36,0 millions de dollars, soit de 7,2 %, passant de 498,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 534,7 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés d'un montant de 62,3 millions de dollars en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, à la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi qu'à la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage. Cette hausse est partiellement contrebalancée par l'effet des cessions et fermetures, l'effet défavorable du taux de change et la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression et dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario qui étaient invendus au cours du deuxième trimestre de 2018. En excluant l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés, les revenus ajustés ont diminué de 26,3 millions de dollars, soit de 5,3 %. Une analyse plus approfondie des revenus ajustés est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - deuxième trimestre ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 25,9 millions de dollars, soit de 6,3 %, au deuxième trimestre de 2018 comparativement à la même période en 2017. Cette baisse est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par les nouvelles charges opérationnelles liées aux acquisitions. Quant à la charge pour la rémunération à base d'actions, celle-ci est demeurée stable.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) sont passés d'un gain de 5,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à une charge de 11,6 millions au deuxième trimestre de 2018. L'effet défavorable est principalement attribuable à la radiation d'une somme à percevoir liée à une transaction précédente et à des coûts d'acquisition d'entreprises, notamment de Coveris Americas, plus élevés.

La charge de dépréciation d'actifs a augmenté de 0,4 million de dollars, passant de 1,3 million de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 1,7 million au deuxième trimestre de 2018. Cette légère hausse est surtout attribuable à l'enregistrement d'une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux locaux et régionaux.

L'amortissement a augmenté de 13,3 millions de dollars, passant de 26,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 39,7 millions au deuxième trimestre de 2018, surtout en raison de l'amortissement accéléré en lien avec l'entente conclue avec Hearst. En excluant cet élément, l'amortissement a diminué de 2,4 millions de dollars surtout en raison d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 31,2 millions de dollars, soit de 46,0 %, passant de 67,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 99,0 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés et à la baisse des charges opérationnelles, partiellement contrebalancée, principalement, par la hausse des frais de restructuration et autre coûts (gains) et par l'effet de l'amortissement accéléré. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 2,0 millions de dollars, soit de 3,1 %, passant de 63,7 millions de dollars à 65,7 millions. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - deuxième trimestre ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 1,0 million de dollars, passant de 4,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 3,4 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette baisse est principalement attribuable à des revenus d'intérêt plus élevés au deuxième trimestre de 2018 comparativement à la même période en 2017.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 9,6 millions de dollars, passant de 17,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 26,7 millions au deuxième trimestre de 2018, en raison de la hausse du résultat opérationnel. En excluant l'impôt sur la reconnaissance accélérée des revenus reportés, sur l'amortissement accéléré, sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 16,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, soit un taux d'imposition effectif de 28,5 %, comparativement à 17,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2018, ou un taux d'imposition effectif de 27,6 %. Cette légère baisse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 22,5 millions de dollars, soit de 48,5 %, passant de 46,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 68,9 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 0,60 \$ à 0,89 \$. En excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit de 6,1 %, passant de 42,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 45,1 millions au deuxième trimestre de 2018. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,55 \$ à 0,58 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - CUMULATIF

Revenus

Les revenus ont augmenté de 34,1 millions de dollars, soit de 3,4 %, passant de 1 002,3 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 1 036,4 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés d'un montant de 102,1 millions de dollars en lien avec l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017, à la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi qu'à la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage. Cette hausse est partiellement contrebalancée par l'effet des cessions et fermetures, l'effet défavorable du taux de change et la décroissance interne des revenus dans certains créneaux de la division de l'impression et dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario qui étaient invendus au cours des six premiers mois de 2018. En excluant l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés, les revenus ajustés ont diminué de 68,0 millions de dollars, soit de 6,8 %. Une analyse plus approfondie des revenus ajustés est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - cumulatif ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont diminué de 70,7 millions de dollars, soit de 8,6 % au cours des six premiers mois de 2018, comparativement à la même période en 2017. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a baissé de 6,8 millions de dollars en raison de la

variation du prix de l'action au cours de ces mêmes périodes, les charges opérationnelles ont diminué de 63,9 millions de dollars, soit de 7,9 %. La baisse des charges opérationnelles est surtout attribuable à l'effet des cessions et fermetures et de l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société, partiellement contrebalancée par les nouvelles charges opérationnelles reliés aux acquisitions.

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) sont passés d'un gain de 7,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à un gain de 14,3 millions pour la même période en 2018. L'effet favorable est surtout attribuable à des gains plus élevés reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des gains nets sur la vente d'immeubles, partiellement contrebalancé par la radiation d'une somme à percevoir liée à une transaction précédente, par des coûts d'acquisition d'entreprises plus élevés et par des coûts de réduction d'effectifs plus importants.

La charge de dépréciation d'actifs a augmenté de 1,2 million de dollars, passant de 2,5 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 3,7 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'enregistrement d'une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles au sein des activités d'édition de journaux locaux et régionaux.

L'amortissement a augmenté de 17,9 millions de dollars, passant de 53,0 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 70,9 millions pour la même période en 2018, surtout en raison de l'amortissement accéléré en lien avec l'entente conclue avec Hearst. En excluant cet élément, l'amortissement a diminué de 4,1 millions de dollars surtout en raison d'actifs complètement amortis dans la division de l'impression.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 92,3 millions de dollars, soit de 70,9 %, passant de 130,2 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 222,5 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'effet favorable de la reconnaissance accélérée des revenus reportés, à la baisse des charges opérationnelles, à des gains plus élevés liés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des gains nets sur la vente d'immeubles, partiellement contrebalancée par l'effet de l'amortissement accéléré. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 6,8 millions de dollars, soit de 5,4 %, passant de 125,0 millions de dollars à 131,8 millions. En excluant la charge pour la rémunération à base d'actions, qui a baissé de 6,8 millions de dollars en raison de la variation du prix de l'action au cours des six premiers mois de 2018 par rapport à la même période en 2017, le résultat opérationnel ajusté est demeuré stable à 136,4 millions de dollars. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - cumulatif ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 3,5 millions de dollars, passant de 9,5 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 6,0 millions pour la même période en 2018. Cette baisse est surtout attribuable à une hausse des revenus d'intérêt et à des gains nets de change plus élevés.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 57,9 millions de dollars, passant de 31,6 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 89,5 millions pour la même période en 2018, en raison de la hausse du résultat opérationnel et de l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés. Le 22 décembre 2017, une réforme fiscale aux États-Unis, soit la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act*, est entrée en vigueur. Celle-ci réduit le taux d'impôt statutaire fédéral des sociétés aux États-Unis à partir du 1^{er} janvier 2018, le faisant passer d'un taux progressif pouvant aller jusqu'à 35 % à un taux fixe de 21 %. Au cours des six premiers mois de 2018, cette baisse a eu pour effet de réduire de 36,6 millions de dollars la valeur des actifs d'impôt différés reconnus précédemment. En excluant l'impôt sur la reconnaissance accélérée des revenus reportés, sur l'amortissement accéléré, sur les frais de restructuration et autres coûts (gains) et sur la dépréciation d'actifs, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 31,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017, soit un taux d'imposition effectif de 27,4 %, comparativement à 32,2 millions de dollars pour la même période de 2018, ou un taux d'imposition effectif de 25,5 %. Cette baisse du taux d'imposition effectif est surtout attribuable à la répartition géographique du résultat avant impôts.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 38,0 millions de dollars, soit de 42,6 %, passant de 89,1 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 127,1 millions pour la même période en 2018. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par des impôts sur le résultat plus élevés. Par action, le résultat net est passé de 1,15 \$ à 1,64 \$. En excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, l'amortissement accéléré, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, ainsi que l'effet de la réforme fiscale américaine sur les impôts différés, le résultat net ajusté a augmenté de 9,9 millions de dollars, soit de 11,8 %, passant de 83,8 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 93,7 millions pour la même période en 2018. Par action, le résultat net ajusté est passé de 1,08 \$ à 1,21 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - DEUXIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2017	449,5 \$	59,0 \$	(9,8) \$	498,7 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	8,6	(28,6)	—	(20,0)
Activités existantes				
Taux de change	(4,5)	—	—	(4,5)
Croissance interne (décroissance)	(1,8)	(5,6)	5,6	(1,8)
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2018	451,8 \$	24,8 \$	(4,2) \$	472,4 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2017	75,7 \$	(1,4) \$	(10,6) \$	63,7 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	0,3	(3,4)	—	(3,1)
Activités existantes				
Taux de change	(0,2)	—	—	(0,2)
Croissance interne (décroissance)	0,2	3,1	2,0	5,3
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2018	76,0 \$	(1,7) \$	(8,6) \$	65,7 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus ajustés du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 2,3 millions de dollars, soit de 0,5 %, passant de 449,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 451,8 millions au deuxième trimestre de 2018. Au chapitre de la division de l'impression, les revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens ont connu un léger ralentissement. Le recul des revenus des autres créneaux de la division de l'impression s'est poursuivi en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire et de la fin de l'impression du *The Globe and Mail* dans les Maritimes, de *La Presse* et du *San Francisco Chronicle* depuis le 1^{er} avril, partiellement contrebalancé par du volume additionnel dans le créneau des produits marketing. Quant à notre division de l'emballage, celle-ci a enregistré une hausse des revenus grâce à la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi qu'à la croissance interne des revenus en raison de l'augmentation du volume dans l'ensemble de nos usines. Finalement, l'effet défavorable de la variation du taux de change a atténué la hausse de revenus ajusté du secteur de l'impression et de l'emballage.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 0,3 million de dollars, soit de 0,4 %, passant de 75,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 76,0 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette légère hausse est principalement attribuable à la contribution de nos acquisitions et à la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage, ainsi qu'à l'effet favorable de nos initiatives d'efficacité opérationnelle dans la division de l'impression, notamment la fermeture, déjà annoncée, d'une usine à Montréal. L'effet défavorable du taux de change a toutefois atténué la hausse du résultat opérationnel ajusté. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est demeurée stable à 16,8 % au deuxième trimestre de 2018 par rapport à la même période en 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 34,2 millions de dollars, soit de 58,0 %, passant de 59,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 24,8 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec. La décroissance interne des revenus dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires explique également la baisse des revenus du secteur. Quant à nos activités dans le créneau Affaires et Éducation, les revenus de ceux-ci sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté est passé d'une perte de 1,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2017 à une perte de 1,7 million au deuxième trimestre de 2018. Cette baisse est attribuable à l'effet défavorable de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux

locaux et régionaux au Québec, partiellement contrebalancée par la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -9,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à -4,2 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette variation est surtout attribuable à une baisse des transactions intersectorielles en raison des cessions et fermetures de journaux de notre secteur des médias que nous imprimions et distribuons. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 2,0 millions de dollars, passant de -10,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à -8,6 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette variation est principalement attribuable à l'effet favorable de nos initiatives de réduction de coûts.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - CUMULATIF

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Six mois clos le 30 avril 2017	899,6 \$	122,1 \$	(19,4) \$	1 002,3 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	11,6	(56,3)	—	(44,7)
Activités existantes				
Taux de change	(9,5)	—	—	(9,5)
Croissance interne (décroissance)	(13,7)	(11,4)	11,3	(13,8)
Revenus ajustés ⁽¹⁾ - Six mois clos le 29 avril 2018	888,0 \$	54,4 \$	(8,1) \$	934,3 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Six mois clos le 30 avril 2017	146,7 \$	(2,7) \$	(19,0) \$	125,0 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	0,6	(5,0)	—	(4,4)
Activités existantes				
Taux de change	(0,3)	—	—	(0,3)
Croissance interne (décroissance)	(4,2)	7,6	8,1	11,5
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Six mois clos le 29 avril 2018	142,8 \$	(0,1) \$	(10,9) \$	131,8 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 dans la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus ajustés du secteur de l'impression et de l'emballage ont diminué de 11,6 millions de dollars, soit de 1,3 %, passant de 899,6 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 888,0 millions pour la même période en 2018. Au chapitre de la division de l'impression, les revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens sont demeurés stables. Le recul des revenus des autres créneaux de la division de l'impression s'est poursuivi en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire et de la fin de l'impression du *The Globe and Mail* dans les Maritimes et de *La Presse*. Quant à notre division de l'emballage, celle-ci a enregistré une hausse des revenus grâce à la contribution des acquisitions de Les Industries Flexipak et de Multifilm Packaging, ainsi qu'à la croissance interne des revenus. Finalement, l'effet défavorable de la variation du taux de change a accru la baisse de revenus ajustés du secteur de l'impression et de l'emballage.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 3,9 millions de dollars, soit de 2,7 %, passant de 146,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 142,8 millions pour la même période en 2018. Cette baisse est attribuable à la décroissance interne des revenus dans la division de l'impression et à l'effet défavorable de la variation du taux de change, partiellement contrebalancée par l'effet favorable de nos initiatives d'efficacité opérationnelle dans notre division de l'impression, notamment la fermeture, déjà annoncée, d'une usine à Montréal, ainsi que par la contribution de nos acquisitions dans la division de l'emballage. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a légèrement baissé, passant de 16,3 % au cours des six premiers mois de 2017 à 16,1 % pour la même période en 2018.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 67,7 millions de dollars, soit de 55,4 %, passant de 122,1 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à 54,4 millions pour la même période en 2018. Cette baisse est principalement attribuable à l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec. La décroissance interne des revenus dans le créneau d'édition de journaux locaux et régionaux au Québec et de l'Ontario en raison de la réduction des revenus publicitaires explique également la baisse des revenus du secteur. Quant à nos activités dans le créneau Affaires et Éducation, les revenus de ceux-ci sont demeurés relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 2,6 millions de dollars, passant d'une perte de 2,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à une légère perte de 0,1 million pour la même période en 2018. Cette amélioration est attribuable à la contribution de nos initiatives de réduction de coûts liées à nos activités d'édition de journaux locaux et régionaux, partiellement contrebalancée par l'effet de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et de journaux locaux et régionaux au Québec.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels sont passées de -19,4 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à -8,1 millions pour la même période en 2018. Cette variation est surtout attribuable à une baisse des transactions intersectorielles en raison des cessions et fermetures de journaux de notre secteur des médias que nous imprimions et distribuions. Le résultat opérationnel ajusté s'est amélioré de 8,1 millions de dollars, passant de -19,0 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017 à -10,9 millions pour la même période en 2018. Cette variation est attribuable à la baisse de 6,8 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours des six premiers mois de 2018 par rapport à la même période en 2017 et à l'effet favorable de nos initiatives de réduction de coûts.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #5 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2018		2017		2016			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	534,7 \$	501,7 \$	527,2 \$	477,7 \$	498,7 \$	503,6 \$	555,6 \$	467,8 \$
Revenus ajustés ⁽¹⁾	472,4	461,9	527,2	477,7	498,7	503,6	555,6	467,8
Résultat opérationnel avant amortissement	138,7	154,7	128,5	93,7	94,2	89,0	107,8	90,1
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	89,7	91,0	123,3	95,4	90,1	87,9	133,9	89,2
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	19,0 %	19,7 %	23,4 %	20,0 %	18,1 %	17,5 %	24,1 %	19,1 %
Résultat opérationnel	99,0	123,5	103,6	68,2	67,8	62,4	81,3	63,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	65,7	66,1	98,4	69,9	63,7	61,3	107,4	62,7
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	13,9 %	14,3 %	18,7 %	14,6 %	12,8 %	12,2 %	19,3 %	13,4 %
Résultat net	68,9 \$	58,2 \$	73,4 \$	49,0 \$	46,4 \$	42,7 \$	57,7 \$	45,9 \$
Résultat net par action	0,89	0,75	0,94	0,64	0,60	0,55	0,75	0,59
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	45,1	48,6	68,3	50,1	42,5	41,3	76,6	44,1
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,58	0,63	0,88	0,65	0,55	0,53	0,99	0,57
En % de l'exercice	_ %	_ %	34 %	25 %	21 %	20 %	39 %	23 %

⁽¹⁾ Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- l'effet du taux de change;
- l'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge reliée à la rémunération à base d'actions;
- l'incidence des éléments d'ajustement présentés au tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ».

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère baisse de nos revenus ajustés. Cette baisse résulte principalement d'une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés, ayant ainsi un effet négatif sur le tirage ou le nombre de pages de certaines publications imprimées. La réduction des dépenses publicitaires découle de l'incidence des nouveaux médias et de la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes. Toutefois, cette tendance a été atténuée par la hausse des revenus attribuables à notre offre de services aux détaillants canadiens. De nombreux détaillants considèrent encore la circulaire imprimée comme l'outil de marketing de choix pour générer de l'achalandage en magasin. De plus, étant donné le caractère saisonnier des activités d'impression, nous constatons un volume plus élevé au quatrième trimestre.

En ce qui a trait aux données financières relatives à la profitabilité, la tendance haussière de celles-ci s'explique par de nombreuses mesures d'efficacité opérationnelle et de rationalisation qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années dans le cadre de notre transformation.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #6 :

(en millions de dollars)	Trois mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	150,7 \$	92,9 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(77,9)	(14,0)
Impôts sur le résultat payés	(16,7)	(20,2)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	56,1 \$	58,7 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises	(43,4) \$	(7,8) \$
Cessions d'entreprises	2,3	25,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9,0)	(6,3)
Cessions d'immobilisations corporelles	20,5	0,3
Augmentation des immobilisations incorporelles	(4,2)	(6,1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33,8) \$	5,2 \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(15,2) \$	(0,1) \$
Frais financiers de la dette à long terme	(2,7)	(2,7)
Levée d'options d'achat d'actions	—	0,2
Dividendes	(16,2)	(15,5)
Rachat d'actions	(6,0)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(40,1) \$	(18,1) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	2,2 \$	0,6 \$
Variation nette de la trésorerie	(15,6) \$	46,4 \$

Situation financière	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017
Endettement net ⁽¹⁾	50,3 \$	101,2 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾	0,1 x	0,3 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives	Stables	Stables
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Négatives	Stables

États consolidés de la situation financière	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017
Actif courant	1 084,2 \$	780,2 \$
Passif courant	616,6	365,3
Actif total	2 374,8	2 136,7
Passif total	1 074,9	918,0

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés sont passés de 92,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 150,7 millions au deuxième trimestre de 2018 principalement en raison d'un montant de 62,3 millions de dollars lié à la reconnaissance accélérée des revenus reportés dans le cadre de la transaction avec Hearst. Cette reconnaissance accélérée des revenus reportés, un élément n'ayant pas d'effet sur la trésorerie, explique également la variation défavorable des éléments hors caisse liés aux opérations qui sont passés de -14,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à -77,9 millions au deuxième trimestre de 2018. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont légèrement diminué, passant de 58,7 millions au deuxième trimestre de 2017 à 56,1 millions au deuxième trimestre de 2018.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un encaissement de 5,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017, principalement en raison de la réception d'une partie du produit de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique, à un déboursé de 33,8 millions au deuxième trimestre de 2018, surtout en raison de l'acquisition de Multifilm Packaging. Ce déboursé a été partiellement contrebalancé par un encaissement relatif à la vente de certains de nos équipements d'impression en lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017 et à la vente d'immeubles au deuxième trimestre de 2018.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 18,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à un déboursé de 40,1 millions au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse est surtout attribuable au remboursement de la dette détenue par Multifilm Packaging et au rachat d'actions.

Instruments d'emprunt

L'endettement net est passé de 101,2 millions de dollars au 29 octobre 2017 à 50,3 millions au 29 avril 2018. Cette baisse est attribuable à nos flux de trésorerie excédentaires provenant des opérations ainsi qu'à l'apport en trésorerie lié aux cessions d'immobilisations corporelles, notamment la vente de certains de nos équipements d'impression en lien avec l'entente conclue avec Hearst le 21 décembre 2017 et à la vente d'immeubles, partiellement contrebalancée par un déboursé lié à l'acquisition de Multifilm Packaging et du remboursement de la dette de cette dernière. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'établit à 0,1x au 29 avril 2018 comparativement à 0,3x au 29 octobre 2017. Après la date de clôture, la conclusion de l'acquisition de Coveris Americas a entraîné une hausse importante de notre dette consolidée en raison de l'augmentation de notre financement par emprunt. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'élève à 2,7x au 1^{er} mai 2018.

Capital social

Tableau #7 :

Actions émises et en circulation	Au 29 avril 2018	Au 27 mai 2018
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 039 634	73 850 034
Catégorie B (droit de vote multiple)	13 983 426	13 983 026

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions qui est arrivé à terme le 16 avril 2018 et qui n'a pas été renouvelé, la Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 17 avril 2017 et le 16 avril 2018, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 442 349 actions catégorie B.

Au cours du deuxième trimestre de 2018, 250 000 actions à droit de vote subalterne catégorie A ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 24,40 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 6,0 millions de dollars. La variation du nombre d'actions catégorie B au cours de la même période s'explique par la conversion de 1500 de ces dernières en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

Au cours des six premiers mois de 2018, 529 610 actions à droit de vote subalterne catégorie A ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 24,50 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 12,9 millions de dollars. La variation du nombre d'actions catégorie B au cours de la même période s'explique par la conversion de 2100 de ces dernières en actions à droit de vote subalterne catégorie A.

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société procède actuellement à une évaluation détaillée de l'incidence du changement des normes suivantes sur ses états financiers consolidés :

- IFRS 9 « Instruments financiers »
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients »
- Modifications à l'IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie »

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérées ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de ces nouvelles ou de ces changements de normes est toujours en cours.

- IFRS 16 « Contrats de location »
- Modifications à l'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions »
- Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, ainsi qu'aux plus récents états financiers annuels pour de plus amples informations.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. La direction atteste sur l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs selon « le règlement 52-109 » en utilisant le cadre de contrôle interne proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Au cours du deuxième trimestre clos le 29 avril 2018, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

RISQUES ET INCERTITUDES

La gestion des risques auxquels la Société est exposée dans le cours normal de ses activités joue un rôle prépondérant dans le cadre des décisions prises par la direction en ce qui a trait aux acquisitions, aux investissements de capitaux, aux dispositions d'actifs, au regroupement d'usines et aux efforts de synergies entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les décisions touchant les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie.

En plus du réexamen périodique des risques actuels et de l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention déjà implantées, la direction évalue également de nouveaux facteurs de risque. Elle détermine la probabilité que ceux-ci se matérialisent et leurs impacts potentiels, et s'assure de mettre en œuvre des stratégies et processus pour gérer de façon proactive ces nouveaux risques. Un rapport sur le programme de gestion de risques est présenté régulièrement au Comité d'audit et au conseil d'administration.

Changements aux derniers risques publiés

Dans le contexte de notre stratégie d'affaires visant la transformation de la Société, nous avons fait l'acquisition de Coveris Americas le 1^{er} mai 2018. Par conséquent, les changements aux risques déjà identifiés, ainsi que les risques additionnels qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits ci-dessous. En ce qui a trait aux mesures ou aux stratégies que la Société prend en vue d'atténuer les risques identifiés ci-après, la Société a mis en place un plan pour la réalisation de l'intégration de Coveris Americas, lequel plan sera ajusté s'il y a lieu.

Intégration de l'entreprise de Coveris Americas

Même si la direction estime pouvoir réussir à intégrer les entreprises de Coveris Americas et de Transcontinental, rien ne garantit que ce sera le cas. Transcontinental pourrait rencontrer des obstacles dans l'exécution de sa stratégie d'intégration. L'intégration pourrait aussi accaparer l'attention de la direction et l'empêcher de se consacrer suffisamment à d'autres occasions stratégiques et aux questions opérationnelles.

Plus précisément, l'intégration et la gestion de Transcontinental et de Coveris Americas après leur regroupement sont exposées à de nombreux risques capables de nuire à la croissance et à la rentabilité de la Société, notamment : (i) le risque que la direction soit incapable de gérer les activités de Coveris Americas; (ii) le risque que les systèmes opérationnels, financiers et administratifs de Transcontinental soient incompatibles avec les systèmes de Coveris Americas ou incapables de les intégrer et de les gérer efficacement; (iii) le risque que l'acquisition nécessite des ressources financières qui seraient sinon affectées au développement d'autres aspects de l'entreprise de Transcontinental; (iv) le risque que l'intégration perturbe les activités courantes de Transcontinental et de Coveris Americas ainsi que leurs relations avec les clients et les employés; (v) le risque que Coveris Americas n'obtienne pas les consentements requis par les conventions conclues avec des tiers; (vi) le risque que l'intégration entraîne des problèmes d'exploitation, des frais, des charges, des dettes, notamment la perte de contrats et de clients; et (vii) le risque que des membres de la direction ou des employés clés de Transcontinental et de Coveris Americas ne conservent pas leur poste ou qu'ils partent après l'acquisition, ce qui pourrait avoir de lourdes conséquences sur les activités de la Société après le regroupement, surtout si ces départs se produisent à des postes ou des rôles qui exigent des connaissances techniques et opérationnelles considérables et qu'il est difficile de pourvoir. Pour assurer la réussite de l'intégration, les employés de Transcontinental et de Coveris Americas devront collaborer, ce qui pourrait se révéler difficile, auquel cas les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pourraient s'en ressentir.

La performance financière future de Transcontinental dépend en partie de sa capacité d'intégrer efficacement les activités de l'entreprise acquise à ses activités existantes et de réaliser les économies et autres synergies attendues. L'incapacité de la Société de déceler et de corriger les faiblesses opérationnelles ou financières de l'entreprise acquise ou de réaliser les économies projetées pourrait avoir une incidence défavorable sur ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. L'omission de la Société d'étendre ses systèmes et contrôles opérationnels ou d'intégrer le personnel approprié à un rythme conforme à sa croissance pourrait aussi nuire à ses résultats d'exploitation.

Non-réalisation des synergies de coûts attendues

Même si la direction estime que les synergies de coûts annuelles s'élèveront à environ 20 millions de dollars américains et qu'elles seront réalisées dans les 24 mois suivant l'acquisition, la mention des synergies de coûts annuelles estimatives ne doit pas être considérée comme une promesse de la Société de réaliser ces synergies, et encore moins de les réaliser dans un délai de 24 mois.

Transcontinental continue d'évaluer et de préciser les synergies que l'acquisition lui fera réaliser, de sorte que les synergies de coûts réelles pourraient être très différentes des estimations actuelles de Transcontinental. En outre, les frais nécessaires à la réalisation des synergies et le fondement de ces synergies pourraient différer sensiblement des estimations, si bien que Transcontinental ne peut pas garantir aux investisseurs que les synergies de coûts annuelles prévues seront réalisées, en totalité ou en partie. Étant donné ces incertitudes considérables, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux estimations de la Société concernant les synergies de coûts annuelles.

Augmentation de l'endettement

La clôture de l'acquisition de Coveris Americas a entraîné une hausse importante de la dette consolidée de Transcontinental en raison de l'augmentation de son financement par emprunt.

Le niveau d'endettement de Transcontinental pourrait avoir d'autres incidences importantes pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- il pourrait limiter la capacité de Transcontinental d'obtenir un financement supplémentaire, notamment pour son fonds de roulement, ses dépenses en immobilisations, le service de sa dette, ses acquisitions et ses besoins généraux;
- en dollars, la majorité des emprunts de Transcontinental sont à taux d'intérêt variable, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;
- il pourrait limiter la capacité de Transcontinental de s'adapter à l'évolution de la conjoncture des marchés et rendre Transcontinental moins concurrentielle par rapport à ses concurrents moins endettés;
- il pourrait accroître les frais financiers de Transcontinental et réduire sa rentabilité;
- Transcontinental pourrait ne pas être en mesure de verser des dividendes sur ses actions catégorie A et ses actions catégorie B;
- Transcontinental pourrait être vulnérable à un ralentissement économique général;
- il pourrait être plus difficile pour Transcontinental de respecter ses engagements au titre de sa dette;
- Transcontinental pourrait ne pas être en mesure de faire des dépenses en immobilisations importantes pour sa croissance et ses stratégies.

La concrétisation de l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de Transcontinental, sa situation financière, ses perspectives et/ou ses résultats d'exploitation. De plus, Transcontinental pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs de croissance stratégiques si elle ne dispose pas des ressources en capital nécessaires pour financer sa stratégie de croissance interne et par acquisitions.

En outre, le non-respect des clauses restrictives établies par les prêteurs des nouvelles facilités de crédit pourrait entraîner des pertes financières, une hausse des coûts ou des défauts croisés, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de Transcontinental, sa situation financière, ses perspectives et/ou ses résultats d'exploitation.

Les conditions des nouvelles facilités de crédit autorisent Transcontinental à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Ce faisant, elle pourrait aggraver les risques décrits ci-dessus. Les conditions des nouvelles facilités de crédit imposeront à Transcontinental certaines restrictions qui limiteront son pouvoir d'exploiter son entreprise.

Perte de certains membres clés du personnel de Coveris Americas

Actuellement, la Société prévoit garder à son service la plupart des membres du personnel de Coveris Americas après l'acquisition pour continuer à gérer et à exploiter Coveris Americas. Elle sera en concurrence avec d'autres employeurs éventuels pour les employés, et elle pourrait ne pas réussir à garder à son service les gestionnaires et d'autres employés dont elle a besoin pour concrétiser les avantages prévus de l'acquisition. Si la Société ne réussit pas à garder les membres clés du personnel dans l'équipe de direction de Coveris Americas après l'acquisition, Coveris Americas pourrait en subir les conséquences, ce qui risque de nuire aux activités, aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société.

Transcontinental est exposée aux risques associés au caractère multinational de ses activités

Au 1^{er} mai 2018, Coveris Americas exploitait 21 installations de production dans le monde, notamment au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Chine, en Nouvelle-Zélande, au Mexique, au Guatemala et en Équateur. En conséquence, ses activités sont exposées à des risques associés à différents cadres juridiques, politiques, fiscaux, sociaux et réglementaires ainsi qu'au contexte économique propre à chaque région. Parmi les risques inhérents aux activités internationales figurent les conditions économiques, sociales et politiques générales dans les pays où Transcontinental est présente, qui pourraient avoir une incidence négative sur son résultat d'exploitation dans ces pays; l'obligation de se conformer à des lois et à des réglementations variées dans plusieurs territoires, ce qui peut être onéreux; le risque que des changements inattendus ou défavorables soient apportés aux lois ou à la réglementation de divers territoires, notamment que soit resserrée la réglementation des emballages entrant en contact avec des aliments; et le risque d'effets de change défavorables. L'un ou l'autre de ces facteurs pourrait obliger Coveris Americas à modifier sa structure opérationnelle actuelle et pourrait avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

Puisque Transcontinental compte sur des fournisseurs de services de transport et d'entreposage pour la livraison de ses produits, toute perturbation de ces services pourrait nuire à son entreprise

Le succès de Transcontinental dépend dans une large mesure de la solidité de son réseau de distribution. L'entreprise compte sur des fournisseurs indépendants pour l'entreposage de ses produits et leur livraison à ses clients. Des grèves, des ralentissements, des facteurs perturbant le transport (des intempéries, par exemple) et d'autres facteurs affectant les transports, comme des hausses des prix du carburant, pourraient faire augmenter les coûts de Transcontinental et perturber ses opérations. L'omission d'un sous-traitant d'entreposer correctement les produits de Transcontinental ou de les livrer à temps à des clients pourrait avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation de l'entreprise. Des retards de distribution pourraient perturber les activités de Transcontinental, ce qui pourrait avoir des effets défavorables importants sur ses activités, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et ses flux de trésorerie et nuire à sa réputation.

Importations et exportations — Transcontinental est assujettie à des contrôles des importations et des exportations, à des droits, à des tarifs ou à des taxes qui pourraient l'exposer à des pénalités ou entraver sa capacité de livrer concurrence à l'international

Certains produits de Transcontinental sont assujettis à des contrôles des exportations et ne peuvent être exportés qu'après l'obtention du permis d'exportation requis ou moyennant une exemption à cet égard. À défaut de se conformer aux lois régissant les permis d'exportation, les douanes et les sanctions économiques ou en cas de manquement à d'autres lois, l'entreprise pourrait être passible de lourdes sanctions civiles et pénales, y compris à des amendes et à des peines d'emprisonnement pour les employés et les gestionnaires responsables, et perdre ses privilèges d'exportation ou d'importation. L'omission de ses distributeurs d'obtenir les permis d'importation, d'exportation ou de réexportation requis pourrait aussi avoir des répercussions sur l'entreprise, du fait des sanctions imposées et du tort causé à sa réputation. L'obtention du permis d'exportation requis pour une vente en particulier peut demander du temps et entraîner la perte d'une occasion de vente.

En outre, des lois sur le contrôle des exportations interdisent l'expédition de certains produits vers des pays ou à des gouvernements ou des individus frappés d'embargo, sous peine de sanction. Transcontinental ne peut pas garantir qu'un tel envoi n'aura jamais lieu, ce qui aurait des conséquences négatives et pourrait notamment entraîner des enquêtes gouvernementales, des pénalités, des amendes ou des sanctions civiles ou pénales et porter atteinte à la réputation de l'entreprise. L'activité mondiale de Transcontinental pourrait aussi souffrir si des droits d'importation et d'exportation, des barrières tarifaires ou des mesures protectionnistes étaient imposés de manière imprévisible. Tout changement dans la

réglementation sur les exportations et importations, les sanctions économiques ou la législation régissant de telles questions, toute modification dans l'application ou la portée de la réglementation existante ou tout changement concernant les pays, les gouvernements, les individus ou les technologies visés par de telles réglementations pourrait réduire la capacité de Transcontinental d'exporter ou de vendre ses produits à des clients existants ou potentiels ayant des activités à l'étranger. Toute limitation de la capacité de l'entreprise d'exporter ou de vendre ses produits pourrait nuire à son activité, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

L'évolution des règles sur la composition des produits pourrait avoir une forte incidence sur les activités de Transcontinental

Des changements dans les lois et règlements régissant les matériaux autorisés dans les emballages et le recyclage des emballages en plastique pourraient nuire aux activités de Transcontinental s'ils étaient applicables à grande échelle sur les principaux marchés de l'entreprise. Des changements dans les lois et règlements établissant les restrictions et les conditions d'utilisation applicables aux aliments, aux boissons et aux produits pharmaceutiques, agricoles ou autres, de même qu'aux matériaux qui entrent en contact avec eux, ou encore applicables à l'utilisation des matériaux et des agents entrant dans la fabrication des produits de Transcontinental pourraient aussi nuire à ses activités. Des lois et des actions volontaires visant à réduire les déchets de plastique pourraient réduire la demande pour certains emballages en plastique, faire augmenter les coûts de fabrication ou autrement se répercuter sur l'activité de Transcontinental. Des lois et des initiatives à venir pourraient avoir des incidences négatives importantes sur Transcontinental.

Fiscalité – Des changements aux lois fiscales pourraient nuire à la rentabilité de Transcontinental

Transcontinental doit payer des impôts en Amérique du Nord, en Europe et ailleurs. Divers facteurs pourraient faire augmenter ses charges fiscales dans l'avenir, notamment des changements dans la composition du bénéfice dans des pays aux taux d'imposition différents. Transcontinental se penche régulièrement sur ces questions pour déterminer si elle évalue correctement ses obligations fiscales. Des évaluations inexactes pourraient avoir des conséquences importantes sur ses activités, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats d'exploitation. Des changements aux lois ou à la manière dont les autorités fiscales les interprètent pourraient avoir des conséquences pour Transcontinental. Par exemple, l'imposition d'impôts additionnels, la hausse du taux de l'impôt sur le revenu ou d'autres impôts ou l'abolition d'incitatifs fiscaux dont l'entreprise bénéficie dans un territoire où elle exerce ses activités pourraient faire augmenter son taux d'imposition effectif et nuire fortement à sa rentabilité. Tout changement aux lois fiscales, à l'interprétation qu'en font les autorités fiscales ou aux règles comptables pourrait avoir une incidence négative importante sur l'impôt dû par Transcontinental au titre de périodes passées et futures. Enfin, des contrôles fiscaux dont l'entreprise pourrait faire l'objet dans l'un ou l'autre des territoires où elle exerce ses activités pourraient modifier défavorablement son taux d'imposition effectif, ce qui pourrait se répercuter négativement sur son activité, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats d'exploitation.

L'incapacité de Transcontinental de protéger ses droits de propriété intellectuelle par des brevets, marques de commerce et accords de confidentialité pourrait nuire à ses activités

La protection des procédés, appareils et autres technologies appartenant en exclusivité à Transcontinental est importante pour son entreprise. Si Transcontinental est incapable de faire respecter ses droits de propriété intellectuelle, sa position concurrentielle pourrait en souffrir, car des concurrents imitant ses produits pourraient les proposer à des prix plus intéressants que les siens.

Transcontinental compte aussi sur des savoir-faire exclusifs non brevetés, sur l'innovation technologique et sur d'autres secrets commerciaux pour développer et maintenir sa position concurrentielle. Rien ne garantit que ses accords de confidentialité ne seront pas violés ni qu'ils protégeront bien ses secrets commerciaux ou ses savoir-faire exclusifs et assureront des recours adéquats en cas d'utilisation ou de communication non autorisée de ces secrets commerciaux et de ces savoir-faire exclusifs. De plus, rien ne garantit que des tiers ne prendront pas connaissance de ces secrets commerciaux par une recherche indépendante ou d'autres moyens légaux.

Par ailleurs, les brevets, les marques de commerce et les autres droits de propriété intellectuelle de Transcontinental pourraient ne pas lui conférer d'avantage concurrentiel. L'entreprise pourrait devoir affecter des ressources considérables à la surveillance de ses droits de propriété intellectuelle. Sa position concurrentielle pourrait être minée si elle n'était pas en mesure de détecter des contrefaçons et de faire respecter ses droits de propriété intellectuelle rapidement ou du tout. Des concurrents pourraient éviter de violer les droits de propriété intellectuelle de l'entreprise en trouvant des solutions de contournement ou en mettant au point des technologies différentes. Il pourrait s'avérer impossible ou très difficile de faire respecter des droits de propriété intellectuelle dans certains pays, ce qui pourrait aider des concurrents à gagner des parts de marché et entraîner des pertes de revenu.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Acquisition de Coveris Americas, émission d'actions et nouveaux financements

Le 2 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actions (la « CAA ») avec Coveris Holdings S.A. (« CHSA ») dans le cadre de l'acquisition (l'« acquisition ») par la Société de la totalité de l'investissement net de CHSA dans Coveris Americas (la « participation nette dans Coveris Americas ») et dans les entités constituant les activités de Coveris Americas. Ayant son siège social à Chicago, Coveris Americas fabrique une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films coextrudés, des films thermorétractables, des substrats enduits et des étiquettes.

L'acquisition, assujettie à certaines conditions de clôture usuelles, notamment l'approbation des autorités antitrust, a été réalisée le 1^{er} mai 2018 (la « date d'acquisition »).

La contrepartie d'achat est de 1 697,0 millions de dollars (1 320,0 millions de dollars américains), sous réserve des ajustements habituels à l'égard du fonds de roulement et de la prise en charge de certains passifs en date d'acquisition, pour une contrepartie d'achat nette de 1 567,0 millions de dollars (1 219,0 millions de dollars américains). En date d'acquisition, la Société a financé la contrepartie d'achat, de même que les frais liés à cette acquisition au moyen de la combinaison 1) de liquidités pour un total de 290,0 millions de dollars; 2) d'un montant prélevé sur les facilités de crédit existantes pour un montant d'environ 167,0 millions de dollars; 3) d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant d'environ 964,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains); et 4) du produit net d'un placement auprès du public par voie de prise ferme portant sur des reçus de souscription de 276,0 millions de dollars.

Les montants empruntés sur les nouvelles facilités de crédit portent intérêt au taux de base américain ou au LIBOR, majoré d'une marge applicable de 0,70 % à 1,70 %, payables semestriellement et sont remboursables sur des durées allant de 30 à 60 mois, selon la tranche.

Les facilités de crédit existantes, qui viennent à échéance en février 2023, portent intérêt selon un taux fondé sur la cote de crédit de la Société. Selon la cote de crédit actuelle, le taux correspond soit au taux des acceptations bancaires ou au LIBOR, majoré de 1,675 %, soit le taux préférentiel canadien ou le taux de base américain, majoré de 0,675 %.

Au 29 avril 2018, le produit net de l'émission des reçus de souscription était confié à un dépositaire légal, dans un compte soumis à restrictions, d'ici à ce que les conditions préalables à la conclusion de l'acquisition soient satisfaites ou levées. Comme les fonds n'étaient pas reçus directement par la Société, ils ne sont pas présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Le compte soumis à restrictions est inclus à la rubrique « Trésorerie soumise à restrictions » et présenté dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, avec une rubrique correspondante « Passifs liés aux reçus de souscription ». Les fonds soumis à restrictions et les passifs liés aux reçus de souscription peuvent être conciliés comme suit :

	Au 29 avril 2018
Reçus de souscription (nombre en circulation) ⁽¹⁾	10 810 000
Prix par reçu de souscription (en \$)	26,60 \$
Passifs liés aux reçus de souscription	287,5 \$
Moins: frais d'émission	(5,8)
Trésorerie soumise à restrictions	281,7 \$

⁽¹⁾ Incluant l'option de surallocation de 1 410 000 reçus de souscription

Les frais d'émission de 5,8 millions de dollars, représentant 50 % des frais à payer aux placeurs des reçus de souscription, ont été enregistrés en frais payés d'avance au 29 avril 2018 et seront reconnus en diminution du capital social lors de l'émission des actions à droit de vote subalterne catégorie A. Le solde des frais à payer aux placeurs, excluant d'autres frais d'émission estimés à environ 1,0 million de dollars, a été réglé lors de la conversion des reçus de souscription, qui a eu lieu le 1^{er} mai 2018 à la clôture de l'acquisition, chaque reçu de souscription ayant donné à son porteur le droit de recevoir, sans contrepartie additionnelle, une action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

En vertu d'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises* (« IFRS 3 »), si la date d'acquisition d'un regroupement d'entreprises est postérieure à la fin de la période de présentation de l'information financière, mais antérieure à la publication des états financiers, la Société doit fournir l'information requise par l'IFRS 3, sauf si la comptabilisation initiale pour le regroupement d'entreprises est inachevée à la date de la publication des états financiers. En raison du très court laps de temps entre la clôture de l'acquisition et la publication de ces états financiers consolidés intermédiaires, certaines informations à fournir sur des regroupements d'entreprises requises en vertu d'IFRS 3, principalement l'allocation du prix d'acquisition,

n'ont pas été fournies parce que cette information n'est pas encore disponible. La Société a cependant entamé le processus d'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs pris en charge.

Au cours de la période de trois mois close le 29 avril 2018, la Société a conclu plusieurs contrats de change visant l'achat d'environ 477,5 millions de dollars américains pour couvrir l'exposition au risque de change de l'acquisition. Ces contrats de change ne se qualifiant pas pour la comptabilité de couverture, leur réévaluation à la juste valeur en date du 29 avril 2018 a été comptabilisée en Frais financiers nets.

Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, des coûts liés à l'acquisition s'élevant à 5,0 millions de dollars et 5,2 millions, respectivement, ont été passés en charges et sont inclus dans les frais de restructuration et autres coûts (gains). Les coûts d'acquisition totaux sont estimés à 13,0 millions de dollars.

PERSPECTIVES 2018

Pour la division de l'impression, nous prévoyons que les revenus provenant de notre offre de services aux détaillants canadiens demeureront relativement stables au cours de l'exercice 2018 par rapport à la même période en 2017, et ce, en tenant compte du renouvellement, déjà annoncé, de notre entente pluriannuelle avec Les Compagnies Loblaw limitée. Cette dernière inclut la gamme complète de nos services aux détaillants ainsi que du volume additionnel d'impression de produits marketing sur le lieu de vente, de services de prémédia et d'impression commerciale. Pour tous les autres créneaux d'impression, nous prévoyons que nos revenus continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison des mêmes tendances dans le marché publicitaire. Nous avons également cessé l'impression du *San Francisco Chronicle* depuis le mois d'avril aux termes de l'entente conclue avec Hearst en décembre 2017. Ainsi, nous n'aurons plus de reconnaissance accélérée des revenus reportés et, par conséquent, l'effet net de cette entente sur les revenus sera une baisse d'environ 25 millions de dollars et l'effet net sur le résultat opérationnel sera une diminution d'environ 7 millions de dollars pour la deuxième moitié de l'année financière par rapport à la même période en 2017, dont la quasi-totalité n'aura aucun effet sur les flux de trésorerie. Finalement, afin de partiellement contrebalancer la baisse de volume, nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle et nous bénéficierons de la fermeture d'une usine, située à Montréal, qui a eu lieu à la fin du premier trimestre de 2018.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, nos acquisitions, notamment Coveris Americas, Multifilm Packaging et Les Industries Flexipak, contribueront aux résultats de l'exercice 2018. Au cours de la deuxième moitié de l'année, nous veillerons à l'intégration de Coveris Americas et à amorcer la réalisation des synergies anticipées. Nous comptons également sur notre force de vente pour poursuivre le développement de notre bassin de clients potentiels et nous nous attendons à ce que de nouvelles ventes se concrétisent afin de réaliser une croissance interne de nos revenus similaire à celle de 2017 pour notre portefeuille pré-acquisition de Coveris Americas. Quant aux revenus de Coveris Americas, nous nous attendons à ce que ceux-ci soient comparables à ceux de 2017. À partir du troisième trimestre de 2018, nous comptons présenter séparément les données financières de la division de l'emballage de celles de la division de l'impression.

Pour le secteur des médias, nous prévoyons que les revenus générés par nos activités dans le créneau Affaires et Éducation demeureront stables. Par ailleurs, puisque la totalité de notre portefeuille de journaux locaux du Québec a été vendue, nous comptons continuer d'ajuster notre structure de coûts en conséquence.

Finalement, nous prévoyons continuer de générer d'importants flux de trésorerie de l'ensemble de nos activités opérationnelles, ce qui nous permettra de réduire notre endettement net.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti
Le chef de la direction financière et du développement

Le 7 juin 2018

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)	Notes	Trois mois clos le		Six mois clos le	
		29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾
Revenus	18	534,7 \$	498,7 \$	1 036,4 \$	1 002,3 \$
Charges opérationnelles	5	382,7	408,6	753,6	824,3
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	6 & 19	11,6	(5,4)	(14,3)	(7,7)
Dépréciation d'actifs	7	1,7	1,3	3,7	2,5
Résultat opérationnel avant amortissement		138,7	94,2	293,4	183,2
Amortissement	8 & 18	39,7	26,4	70,9	53,0
Résultat opérationnel		99,0	67,8	222,5	130,2
Frais financiers nets	9	3,4	4,4	6,0	9,5
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		95,6	63,4	216,5	120,7
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		—	0,1	0,1	—
Impôts sur le résultat	10	26,7	17,1	89,5	31,6
Résultat net		68,9 \$	46,4 \$	127,1 \$	89,1 \$
Résultat net par action - de base		0,89 \$	0,60 \$	1,64 \$	1,15 \$
Résultat net par action - dilué		0,89 \$	0,60 \$	1,64 \$	1,15 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base (en millions)	14	77,1	77,4	77,3	77,3
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en millions)	14	77,2	77,6	77,4	77,5

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos le		Six mois clos le	
		29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Résultat net		68,9 \$	46,4 \$	127,1 \$	89,1 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui seront reclassés au résultat net					
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie					
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(1,4)	(2,3)	—	(0,9)
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portée au résultat net au cours de la période considérée		(0,4)	0,4	(1,1)	0,8
Impôts sur le résultat y afférents		(0,5)	(0,5)	(0,3)	—
		(1,3)	(1,4)	(0,8)	(0,1)
Écarts de conversion cumulés					
Gains nets (pertes nettes) de change latentes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		22,8	19,7	(0,6)	10,3
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(1,1)	(2,2)	0,4	(1,0)
Impôts sur le résultat y afférents		(0,3)	(0,6)	0,1	(0,3)
		22,0	18,1	(0,3)	9,6
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net					
Variations liées aux régimes à prestations définies					
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	16	(5,3)	(1,2)	0,1	18,6
Impôts sur le résultat y afférents		(1,4)	(0,4)	0,3	5,0
		(3,9)	(0,8)	(0,2)	13,6
Autres éléments du résultat global	16	16,8	15,9	(1,3)	23,1
Résultat global		85,7 \$	62,3 \$	125,8 \$	112,2 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 29 octobre 2017		371,6 \$	1,1 \$	851,5 \$	(5,5) \$	1 218,7 \$
Résultat net		—	—	127,1	—	127,1
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(1,3)	(1,3)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Rachat d'actions	13	(2,9)	—	(10,0)	—	(12,9)
Dividendes	13	—	—	(31,7)	—	(31,7)
Solde au 29 avril 2018		368,7 \$	1,1 \$	936,9 \$	(6,8) \$	1 299,9 \$
Solde au 31 octobre 2016		361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$
Résultat net		—	—	89,1	—	89,1
Autres éléments du résultat global		—	—	—	23,1	23,1
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires						
Levée d'options d'achat d'actions	13	6,7	(1,3)	—	—	5,4
Dividendes	13	—	—	(29,8)	—	(29,8)
Solde au 30 avril 2017		368,6 \$	1,9 \$	760,2 \$	25,8 \$	1 156,5 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017
Actifs courants			
Trésorerie		298,1 \$	247,1 \$
Trésorerie soumise à restrictions	19	281,7	—
Débiteurs		333,1	380,6
Impôts sur le résultat à recevoir		17,9	17,2
Stocks		130,0	116,9
Frais payés d'avance et autres actifs courants	19	23,4	18,4
		1 084,2	780,2
Immobilisations corporelles et immeubles de placement			
		466,1	500,8
Immobilisations incorporelles			
		183,3	171,1
Goodwill			
		540,7	505,0
Placements dans des coentreprises			
		—	2,3
Impôts différés			
		65,7	139,0
Autres éléments d'actif			
		34,8	38,3
		2 374,8 \$	2 136,7 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		250,7 \$	304,7 \$
Passifs liés aux reçus de souscription	19	287,5	—
Provisions	12	4,0	6,4
Impôts sur le résultat à payer		4,5	9,5
Revenus reportés et dépôts	18	19,9	44,7
Portion courante de la dette à long terme	11	50,0	—
		616,6	365,3
Dette à long terme			
	11	298,4	348,3
Impôts différés			
	10	47,9	44,1
Provisions			
	12	2,2	1,3
Autres éléments du passif			
	18	109,8	159,0
		1 074,9	918,0
Capitaux propres			
Capital social	13	368,7	371,6
Surplus d'apport		1,1	1,1
Résultats non distribués		936,9	851,5
Cumul des autres éléments du résultat global	16	(6,8)	(5,5)
		1 299,9	1 218,7
		2 374,8 \$	2 136,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos le		Six mois clos le	
		29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾
Activités opérationnelles					
Résultat net		68,9 \$	46,4 \$	127,1 \$	89,1 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :					
Dépréciation d'actifs	7	1,7	1,3	3,7	2,5
Amortissement	8	45,7	32,5	83,5	65,5
Frais financiers de la dette à long terme	9	4,4	4,3	8,8	8,7
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		(4,7)	0,2	(4,2)	(2,8)
Gains nets sur cessions d'entreprises	4 & 6	(2,0)	(8,8)	(35,2)	(10,4)
Impôts sur le résultat	10	26,7	17,1	89,5	31,6
Variation nette de change et autres		10,0	(0,1)	11,1	1,8
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		150,7	92,9	284,3	186,0
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations ⁽²⁾		(77,9)	(14,0)	(109,2)	(14,5)
Impôts sur le résultat payés		(16,7)	(20,2)	(29,0)	(31,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		56,1	58,7	146,1	139,7
Activités d'investissement					
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	4	(43,4)	(7,8)	(54,8)	(16,0)
Cessions d'entreprises	4	2,3	25,1	32,6	25,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(9,0)	(6,3)	(18,1)	(16,8)
Cessions d'immobilisations corporelles		20,5	0,3	20,6	7,0
Augmentation des immobilisations incorporelles		(4,2)	(6,1)	(7,9)	(10,2)
Dividendes reçus de co-entreprises		—	—	3,4	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(33,8)	5,2	(24,2)	(10,8)
Activités de financement					
Remboursement de la dette à long terme		(15,2)	(0,1)	(18,9)	(0,2)
Frais financiers de la dette à long terme		(2,7)	(2,7)	(8,2)	(8,2)
Levée d'options d'achat d'actions	13	—	0,2	—	5,4
Dividendes	13	(16,2)	(15,5)	(31,7)	(29,8)
Rachat d'actions	13	(6,0)	—	(12,9)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(40,1)	(18,1)	(71,7)	(32,8)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		2,2	0,6	0,8	0,6
Variation nette de la trésorerie		(15,6)	46,4	51,0	96,7
Trésorerie au début de la période		313,7	67,0	247,1	16,7
Trésorerie à la fin de la période		298,1 \$	113,4 \$	298,1 \$	113,4 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie					
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		— \$	(1,4) \$	(0,4) \$	(1,4) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

⁽²⁾ Ce montant inclut la reconnaissance accélérée du solde d'ouverture au 29 octobre 2017 des revenus reportés dans le cadre de la transaction avec Hearst pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, respectivement (note 18).

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est le premier imprimeur au Canada et un important fournisseur d'emballages souples en Amérique du Nord. La Société est également un leader dans ses activités de médias spécialisés. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

La Société a modifié sa date de fin d'exercice pour passer d'une fin d'année calendrier à une fin d'année flottante, ainsi la date de fermeture trimestrielle sera toujours le dernier dimanche du mois. Ce changement est entré en vigueur au début de l'exercice financier précédent.

Les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats opérationnels sont influencés par le marché de la publicité, lequel est plus actif au quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires le 7 juin 2018.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). En particulier, ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés, car ils ne contiennent pas l'ensemble des divulgations requises par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 29 octobre 2017, qui comprennent les principales méthodes comptables utilisées par la Société.

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 29 avril 2018. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice devant être clos le 28 octobre 2018 ou après, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Nouvelle convention comptable

Les immeubles de placement sont des immeubles qui sont détenus pour en tirer des revenus de location ou pour valoriser le capital et que la société n'occupe pas pour son propre usage. Les immeubles de placement sont initialement comptabilisés au prix de la transaction majoré des coûts de transaction lors de l'acquisition, ou au coût amorti dans le cas d'immeubles transférés depuis les immobilisations corporelles. Par la suite, les immeubles de placement sont évalués au coût amorti. Les immeubles de placement sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 20 à 40 ans. Les revenus de location sont reconnus à l'état du résultat linéairement selon le terme du bail, et les frais d'opération des immeubles sont inscrits dans les charges opérationnelles.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

• Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », et les interprétations connexes.

Selon le principe de base d'IFRS 15, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle unique en cinq étapes pour décrire le transfert des biens et services promis aux clients.

Selon IFRS 15, une entité comptabilise les produits des activités ordinaires lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsque le contrôle des biens ou des services sous-jacents visés par cette obligation de prestation est transféré au client. L'IFRS 15 contient des dispositions beaucoup plus prescriptives pour traiter de cas spécifiques. De plus, la norme contient des obligations d'information étendues. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

L'IFRS 15 s'appliquera à la Société pour son exercice ouvert à compter du 29 octobre 2018, et son application anticipée est permise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

• Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (suite)

L'analyse de cette norme requiert que la Société recueille des données historiques sur l'ensemble de ses contrats. Par conséquent, la Société consacre le temps et les efforts qui seront nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des méthodes, des estimations, des jugements et des processus comptables (y compris les besoins supplémentaires au chapitre des systèmes de technologies de l'information) et qui devront être en place pour assurer la conformité à cette norme.

La Société procède actuellement à une évaluation détaillée de l'incidence que cette norme et ses modifications auront sur les états financiers consolidés de la Société.

En plus de ce qui est divulgué dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 29 octobre 2017, les nouvelles normes ou interprétations suivantes ont été publiées et non adoptées.

• Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19)

Le 7 février 2018, l'IASB a publié le document « Modification, réduction ou liquidation d'un régime (modifications d'IAS 19) ». Les modifications s'appliquent aux modifications, réductions ou liquidations de régimes qui auront lieu lors d'exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ou de la date à laquelle elles seront appliquées pour la première fois. L'adoption anticipée est permise. Les modifications de l'IAS 19 clarifient ce qui suit :

- lors de la modification, de la réduction ou de la liquidation d'un régime à prestations définies, une société doit maintenant utiliser des hypothèses actuarielles à jour afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et les intérêts nets pour la période;
- l'effet du plafond de l'actif n'est pas pris en compte dans le calcul du gain ou de la perte sur la liquidation d'un régime.

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 19 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

• IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ». L'interprétation fournit des directives sur la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise. L'interprétation exige :

- qu'une entité détermine si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux, en fonction de ce qui fournit la meilleure prévision du dénouement;
- qu'une entité détermine s'il est probable qu'un traitement fiscal incertain sera accepté par l'administration fiscale;
- que, s'il n'est pas probable que le traitement fiscal incertain soit accepté, une entité évalue l'incertitude fiscale selon la méthode du montant le plus probable ou la méthode de l'espérance mathématique (valeur attendue), selon celle qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société envisage d'adopter l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels ont été déterminés et regroupés par la direction en deux secteurs distincts, en fonction du type d'activité, c'est-à-dire les activités manufacturières et d'édition. Le secteur de l'impression et de l'emballage comprend les activités manufacturières de la Société et tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur, de produits marketing personnalisés et de masse, des services de prémédia, de distribution géociblées de porte en porte et de la production de solutions d'emballages souples au Canada et aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels et publications spécialisées pour les professionnels. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour la période de trois mois close le 29 avril 2018				
Revenus	514,1 \$	24,8 \$	(4,2) \$	534,7 \$
Charges opérationnelles	354,6	25,4	2,7	382,7
Frais de restructuration et autres coûts	3,1	7,8	0,7	11,6
Dépréciation d'actifs	0,4	1,3	—	1,7
Résultat opérationnel avant amortissement	156,0	(9,7)	(7,6)	138,7
Amortissement	36,9	1,1	1,7	39,7
Résultat opérationnel	119,1 \$	(10,8) \$	(9,3) \$	99,0 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	97,2 \$	(0,6) \$	(6,9) \$	89,7 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	76,0	(1,7)	(8,6)	65,7
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	8,7 \$	3,5 \$	1,0 \$	13,2 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias ⁽³⁾	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés ⁽³⁾
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2017				
Revenus	449,5 \$	59,0 \$	(9,8) \$	498,7 \$
Charges opérationnelles	351,3	58,3	(1,0)	408,6
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	1,6	(7,3)	0,3	(5,4)
Dépréciation d'actifs	—	1,3	—	1,3
Résultat opérationnel avant amortissement	96,6	6,7	(9,1)	94,2
Amortissement	22,5	2,1	1,8	26,4
Résultat opérationnel	74,1 \$	4,6 \$	(10,9) \$	67,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	98,2 \$	0,7 \$	(8,8) \$	90,1 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	75,7	(1,4)	(10,6)	63,7
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	5,9 \$	3,5 \$	1,6 \$	11,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour la période de six mois close le 29 avril 2018				
Revenus	990,1 \$	54,4 \$	(8,1) \$	1 036,4 \$
Charges opérationnelles	701,8	52,3	(0,5)	753,6
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	5,9	(7,2)	(13,0)	(14,3)
Dépréciation d'actifs	0,6	3,1	—	3,7
Résultat opérationnel avant amortissement	281,8	6,2	5,4	293,4
Amortissement	65,4	2,2	3,3	70,9
Résultat opérationnel	216,4 \$	4,0 \$	2,1 \$	222,5 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	186,2 \$	2,1 \$	(7,6) \$	180,7 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	142,8	(0,1)	(10,9)	131,8
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	17,4 \$	6,5 \$	1,6 \$	25,5 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias ⁽³⁾	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés ⁽³⁾
Pour la période de six mois close le 30 avril 2017				
Revenus	899,6 \$	122,1 \$	(19,4) \$	1 002,3 \$
Charges opérationnelles	707,6	120,7	(4,0)	824,3
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	2,8	(8,4)	(2,1)	(7,7)
Dépréciation d'actifs	0,1	2,4	—	2,5
Résultat opérationnel avant amortissement	189,1	7,4	(13,3)	183,2
Amortissement	45,3	4,1	3,6	53,0
Résultat opérationnel	143,8 \$	3,3 \$	(16,9) \$	130,2 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	192,0 \$	1,4 \$	(15,4) \$	178,0 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	146,7	(2,7)	(19,0)	125,0
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	16,4 \$	6,6 \$	2,6 \$	25,6 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actif, ainsi que la reconnaissance accélérée des revenus reportés, et l'amortissement accéléré des équipements (pour le résultat opérationnel ajusté uniquement en ce qui concerne l'amortissement accéléré des équipements) dans le cadre de la nouvelle entente avec Hearst signée en décembre 2017 (note 18).

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

⁽³⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services sont les suivants :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Produits d'impression et d'emballage	461,1 \$	389,7 \$	884,5 \$	780,5 \$
Produits d'édition et de contenu	40,6	73,0	84,9	147,2
Autres produits et services	33,0	36,0	67,0	74,6
	534,7 \$	498,7 \$	1 036,4 \$	1 002,3 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 29 avril 2018	Au 29 octobre 2017 ⁽¹⁾
	Secteur de l'impression et de l'emballage	1 627,2 \$
Secteur des médias	128,3	155,8
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽²⁾	619,3	292,5
	2 374,8 \$	2 136,7 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

⁽²⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Regroupements d'entreprises

• Flexipak

Le 31 octobre 2017, la Société a acquis la totalité des actions de Les Industries Flexipak inc. ("Flexipak"), un fournisseur d'emballages souples situé à Montréal, au Québec, pour un prix d'achat de 11,1 millions de dollars, sujet à ajustements et incluant une contrepartie conditionnelle en espèces de 0,2 million de dollars à payer suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition permet à la Société de poursuivre son développement dans l'industrie de l'emballage.

Au cours de la période de trois mois close le 29 avril 2018, la Société a poursuivi l'analyse de l'allocation du prix d'acquisition de Flexipak et a finalisé la comptabilisation de cette acquisition. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de la période de trois mois close le 29 avril 2018 sont négligeables et sont inclus dans le tableau ci-après.

• Contech

Le 9 janvier 2018, la Société a acquis Contech, un leader de l'industrie du bâtiment au Québec en matière de formation, d'organisation d'expositions, d'événements de réseautage et de concours destinés aux professionnels de la construction pour un prix d'achat de 0,7 million de dollars. Cette acquisition s'inscrit naturellement dans l'offre de la Société et renforce sa position de leader de l'information stratégique dans la construction au Québec.

• Multifilm

Le 7 mars 2018, la Société a acquis Multifilm Packaging Corporation ("Multifilm"), un fournisseur d'emballages souples situé à Elgin, en Illinois, pour un prix d'achat de 59,2 millions de dollars, sujet à ajustements et incluant une contrepartie conditionnelle en espèces de 15,1 millions de dollars à payer suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance pour la division de l'emballage.

La Société finalisera la comptabilisation de cette acquisition au cours des prochains trimestres, c'est-à-dire la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge et du goodwill reliés à cette acquisition.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Regroupements d'entreprises (suite)

Le tableau suivant présente la valeur préliminaire des actifs acquis et des passifs pris en charge des acquisitions à la date d'acquisition :

	Total ⁽²⁾
Actifs acquis	
Actifs courants (incluant 0,9 \$ de trésorerie acquise)	13,7 \$
Immobilisations corporelles	25,6
Immobilisations incorporelles	30,1
Goodwill (valeur fiscale nulle)	36,0
	105,4
Passifs pris en charge	
Passifs courants	4,5
Dette à long terme (inclus la portion courante) ⁽¹⁾	18,9
Impôts différés	10,9
	34,3
	71,1 \$
Contrepartie totale	
Trésorerie déboursée	55,8 \$
Contrepartie conditionnelle à payer à court terme	0,2
Contrepartie conditionnelle à payer à long terme	15,1
	71,1 \$

⁽¹⁾ Au 29 avril 2018, la dette à long terme de 18,9 millions de dollars avait été remboursée par la Société.

⁽²⁾ Incluant les ajustements effectués au cours de la période de trois mois close le 29 avril 2018.

Les états consolidés du résultat de la Société pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 comprennent les résultats opérationnels des entités acquises depuis leur date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 8,6 millions de dollars et 11,6 millions, respectivement, et un résultat opérationnel avant amortissement de 1,4 million de dollars et 1,9 million, respectivement, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition et excluant des coûts de transactions négligeables. La juste valeur des créances acquises de 6,3 millions de dollars est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation préliminaire de ces regroupements d'entreprises.

Si la Société avait acquis ces entités au début de la période de six mois close le 29 avril 2018, cela aurait eu pour effet d'augmenter les revenus de 13,2 millions de dollars et le résultat opérationnel avant amortissement de 1,4 million de dollars.

Cessions d'entreprises

• Vente de journaux locaux et régionaux du Québec

Au cours de la période de six mois close le 29 avril 2018, la Société a procédé à la vente de plusieurs groupes de journaux locaux et régionaux dans la province de Québec, représentant un total de 64 journaux, ainsi que les propriétés Web s'y rattachant, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir. Ces ventes de journaux s'inscrivent dans le cadre du plan de cession des journaux locaux et régionaux du Québec et de l'Ontario annoncé par la Société le 18 avril 2017.

• Vente de CEDROM-SNi inc.

Le 20 décembre 2017, la Société a annoncé la vente de sa participation dans la société CEDROM-SNi inc., qu'elle détenait à hauteur de 50 % et comptabilisait selon la méthode de la mise en équivalence, en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Coûts liés au personnel	133,2 \$	152,3 \$	268,5 \$	309,8 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	223,3	224,1	436,8	448,9
Autres biens et services ⁽²⁾	26,2	32,2	48,3	65,6
	382,7 \$	408,6 \$	753,6 \$	824,3 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels.

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (GAINS)

Les frais de restructuration et autres coûts (gains) par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Note	Trois mois clos le		Six mois clos le	
		29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾
Réduction d'effectifs		2,5 \$	3,1 \$	7,9 \$	4,9 \$
Pertes (gains) reliés à la vente de certaines activités (note 4) et autres éléments ⁽²⁾		8,7	(8,8)	(24,3)	(10,4)
Gains nets sur la vente d'immeubles		(4,7)	—	(5,4)	(3,8)
Contrats déficitaires		—	—	2,1	0,7
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽³⁾	19	5,1	0,1	5,4	0,5
Autres coûts		—	0,2	—	0,4
		11,6 \$	(5,4) \$	(14,3) \$	(7,7) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

⁽²⁾ Inclut une provision de 9,4 millions de dollars pour prêt douteux liée à une transaction précédente pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018.

⁽³⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	0,1 \$	— \$	0,3 \$	1,2 \$
Immobilisations incorporelles	1,6	1,3	3,4	1,3
	1,7 \$	1,3 \$	3,7 \$	2,5 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

Au cours des périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, la Société a enregistré une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles de 1,6 million de dollars et de 3,4 millions, respectivement (1,3 million pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017), principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias à la suite de la vente des journaux locaux et régionaux dans la province du Québec (note 4).

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	33,2 \$	19,5 \$	58,6 \$	39,3 \$
Immobilisations incorporelles	6,5	6,9	12,3	13,7
	39,7	26,4	70,9	53,0
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnels	6,0	6,1	12,6	12,5
	45,7 \$	32,5 \$	83,5 \$	65,5 \$

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Frais financiers de la dette à long terme	4,4 \$	4,3 \$	8,8 \$	8,7 \$
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies	0,4	0,5	0,9	1,0
Autres frais (revenus)	(1,4)	0,1	(2,7)	0,1
Gains nets de change	—	(0,5)	(1,0)	(0,3)
	3,4 \$	4,4 \$	6,0 \$	9,5 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾	29 avril 2018	30 avril 2017 ⁽¹⁾
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	95,6 \$	63,4 \$	216,5 \$	120,7 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽²⁾	26,72 %	26,82 %	26,72 %	26,82 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	25,5	17,0	57,8	32,4
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	(0,7)	0,6	(1,4)	0,9
Impôts sur les dépenses non déductibles et les revenus non imposables	2,0	(0,6)	(1,4)	(1,1)
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	—	—	(1,8)	(0,3)
Effet de la réforme fiscale américaine ⁽³⁾	—	—	36,6	—
Autres	(0,1)	0,1	(0,3)	(0,3)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	26,7 \$	17,1 \$	89,5 \$	31,6 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	29,4 \$	16,9 \$	53,1 \$	31,7 \$
Effet de la réforme fiscale américaine ⁽²⁾	—	—	36,6	—
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (gains)	(2,4)	0,6	0,7	0,6
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(0,3)	(0,4)	(0,9)	(0,7)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	26,7 \$	17,1 \$	89,5 \$	31,6 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

⁽²⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

⁽³⁾ Le 22 décembre 2017, une réforme fiscale américaine (connue sous l'appellation "Tax Cuts and Jobs Act") est entrée en vigueur et la Société a mesuré les impacts de celle-ci sur ses résultats. La réforme réduit le taux d'impôt statutaire fédéral des sociétés aux États-Unis à partir du 1^{er} janvier 2018, le faisant passer d'un taux progressif pouvant aller jusqu'à 35 % à un taux fixe de 21 %. Au cours de la période de six mois close le 29 avril 2018, cette baisse a eu pour effet de réduire de 36,6 millions de dollars la valeur des actifs d'impôt différés reconnus précédemment. Cette dépense d'impôt différée a été calculée en considérant les taux d'impôt en vigueur au moment attendu du renversement des écarts temporaires.

11 DETTE A LONG TERME

Prolongement de la facilité de crédit

Le 22 décembre 2017, la Société a prolongé l'échéance de sa facilité de crédit, au montant disponible de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, d'une année supplémentaire, soit en février 2023, selon les mêmes modalités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

12 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour la période de six mois close le 29 avril 2018 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres ⁽¹⁾	Total
Solde au 29 octobre 2017	4,6 \$	2,5 \$	0,6 \$	7,7 \$
Provisions enregistrées	8,0	2,0	0,3	10,3
Montants utilisés	(10,4)	(1,2)	—	(11,6)
Provisions renversées	(0,1)	(0,1)	—	(0,2)
Solde au 29 avril 2018	2,1 \$	3,2 \$	0,9 \$	6,2 \$
Portion courante	2,1 \$	1,3 \$	0,6 \$	4,0 \$
Portion non courante	—	1,9	0,3	2,2
	2,1 \$	3,2 \$	0,9 \$	6,2 \$

(1) Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les provisions relatives aux réclamations et aux litiges.

13 CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour la période de six mois close le 29 avril 2018 :

	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A		
Solde au 29 octobre 2017	63 567 144	352,6 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	2 100	—
Actions rachetées et annulées	(529 610)	(2,9)
Solde au 29 avril 2018	63 039 634	349,7
Actions catégorie B		
Solde au 29 octobre 2017	13 985 526	19,0
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(2 100)	—
Solde au 29 avril 2018	13 983 426	19,0
	77 023 060	368,7 \$

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 17 avril 2017 et le 16 avril 2018, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 442 349 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de la période de six mois close le 29 avril 2018, la Société a racheté et annulé 529 610 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 24,50 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 12,9 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 10,0 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 29 avril 2018.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2017, la Société a racheté et annulé 2 663 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,48 \$, pour une contrepartie totale négligeable. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, de montant négligeable, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 30 avril 2017.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour la période de six mois close le 29 avril 2018, il n'y a pas eu de levée d'options d'achat d'actions. Pour la période de six mois close le 30 avril 2017, la contrepartie reçue a été de 5,4 millions de dollars et un montant de 1,3 million a été transféré au surplus d'apport au capital social.

Dividendes

Des dividendes de 0,21 \$ et 0,20 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les périodes de trois mois closes le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, respectivement. Des dividendes de 0,410 \$ et 0,385 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les périodes de six mois closes le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017, respectivement.

14 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Numérateur				
Résultat net	68,9 \$	46,4 \$	127,1 \$	89,1 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	77,1	77,4	77,3	77,3
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,1	0,2	0,1	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	77,2	77,6	77,4	77,5

Au 29 avril 2018 et 30 avril 2017, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif.

Le 1^{er} mai 2018, à la suite de la clôture de l'acquisition de Coveris Americas (note 19), la Société a émis 10 810 000 actions à droit de vote subalterne catégorie A qui ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus.

15 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour la période de six mois close le 29 avril 2018 :

	Nombre d'unités	
	UAD	UAR
Solde au 29 octobre 2017	289 786	957 312
Unités attribuées	18 278	293 880
Unités annulées	(4 129)	(24 522)
Unités payées	(5 613)	(353 927)
Unités converties	(35)	35
Dividendes versés en unités	4 661	11 709
Solde au 29 avril 2018	302 948	884 487

Au 29 avril 2018, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 19,3 millions de dollars (25,1 millions au 29 octobre 2017). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 ont été de 3,4 millions de dollars et 4,1 millions, respectivement. Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 ont été de 3,2 millions de dollars et 8,6 millions, respectivement. Des montants de 0,2 million de dollars et 9,9 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour la période de trois mois close le 30 avril 2017. Un montant de 7,8 millions de dollars a été payé en vertu de ce régime pour la période de six mois close le 30 avril 2017.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour la période de six mois close le 29 avril 2018 :

	Nombre d'unités
Solde au 29 octobre 2017	268 551
Rémunération des administrateurs	12 001
Unités payées	(55 928)
Dividendes versés en unités	3 840
Solde au 29 avril 2018	228 464

Au 29 avril 2018, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 6,5 millions de dollars (7,6 millions au 29 octobre 2017). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 ont été de 0,6 million de dollars et 0,3 million, respectivement. Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 ont été de 0,8 million de dollars et 2,6 millions, respectivement. Un montant de 1,5 million de dollars a été payé en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour la période de trois mois close le 30 avril 2017. Un montant de 1,5 million de dollars a été payé en vertu de ce régime pour la période de six mois close le 30 avril 2017.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a cessé d'octroyer des options d'achat d'actions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, de même que pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017, la charge de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions a été nulle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONNAIRES (SUITE)

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour la période de six mois close le 29 avril 2018 :

	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au 29 avril 2018 et au 29 octobre 2017	135 240	11,33 \$
Options pouvant être levées au 29 avril 2018	135 240	11,33 \$

16 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 29 octobre 2017	1,0 \$	21,7 \$	(28,2) \$	(5,5) \$
Variation nette des pertes, déduction faite des impôts sur le résultat	(0,8)	(0,3)	(0,2)	(1,3)
Solde au 29 avril 2018	0,2 \$	21,4 \$	(28,4) \$	(6,8) \$
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(0,1)	9,6	13,6	23,1
Solde au 30 avril 2017	(1,7) \$	48,3 \$	(20,8) \$	25,8 \$

Au 29 avril 2018, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2018	2019	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,4) \$	0,7 \$	0,3 \$
Impôts sur le résultat	(0,1)	0,2	0,1
	(0,3) \$	0,5 \$	0,2 \$

Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies

Les écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies comptabilisés aux autres éléments du résultat global s'expliquent par les éléments suivants :

	Trois mois clos le		Six mois clos le	
	29 avril 2018	30 avril 2017	29 avril 2018	30 avril 2017
Écarts actuariels sur l'obligation - variation dans le taux d'actualisation	10,3 \$	(31,1) \$	10,3 \$	35,7 \$
Écarts actuariels sur les actifs des régimes - excluant les revenus d'intérêts	(16,0)	27,0	(10,8)	(12,7)
Effet du plafond sur la comptabilisation des actifs	0,4	2,9	0,6	(4,4)
	(5,3) \$	(1,2) \$	0,1 \$	18,6 \$

Les écarts actuariels sur l'obligation comptabilisés à l'état du résultat global pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 s'expliquent par la variation du taux d'actualisation, qui était de 3,6 % au 29 octobre 2017 et au 28 janvier 2018, et a augmenté à 3,7 % au 29 avril 2018. Les écarts actuariels sur les actifs des régimes sont dus au taux de rendement réel des actifs qui a été globalement inférieur au rendement attendu pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

16 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (SUITE)

Les écarts actuariels sur l'obligation comptabilisés à l'état du résultat global pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 s'expliquent par la variation du taux d'actualisation, qui est passé de 3,3 % au 31 octobre 2016, à 3,9 % au 29 janvier 2017 et 3,6 % au 30 avril 2017. Les écarts actuariels sur les actifs des régimes sont dus au taux de rendement réel des actifs qui a été supérieur au rendement attendu pour la période de trois mois close le 30 avril 2017 et inférieur au rendement attendu pour la période de six mois close le 30 avril 2017.

17 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, de la trésorerie soumise à restriction, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer, et des passifs liés aux reçus de souscription se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

- Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques,
- Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix),
- Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés :

	Au 29 avril 2018		Au 29 octobre 2017	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	3,4 \$	3,4 \$	5,0 \$	5,0 \$
Trésorerie soumise à restrictions	281,7	281,7	—	—
Contreparties conditionnelles	15,3	15,3	—	—
Passifs liés aux reçus de souscription	287,5	287,5	—	—
Dette à long terme	(355,3)	(348,4)	(359,6)	(348,3)
Contrats de change à terme au passif	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,1)

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui sont classées dans le niveau 3. Au cours de la période de six mois close le 29 avril 2018, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité des instruments financiers de niveau 3

Au 29 avril 2018, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10 % des seuils de performance financière prévus des entreprises acquises se serait traduite par une diminution du résultat net de 4,9 millions de dollars. Une diminution de 10 % des seuils de performance financière prévus se serait traduite par une augmentation du résultat net de 7,2 millions de dollars.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

17 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour la période de six mois close le :

	29 avril 2018
Solde au début de la période	— \$
Regroupement d'entreprises (note 4)	15,3
Solde à la fin de la période	15,3 \$

18 NOUVELLE ENTENTE AVEC HEARST

Le 21 décembre 2017, Hearst Corporation ("Hearst") a résilié le contrat de services d'impression en vertu duquel la Société imprimait le journal San Francisco Chronicle dans son usine de Fremont en Californie et une nouvelle entente a été signée, dans le cadre de laquelle il a été convenu entre les parties que :

- la Société continuerait à offrir les services d'impression à Hearst jusqu'au 1^{er} avril 2018,
- la Société vendrait à Hearst certains équipements utilisés pour l'impression du San Francisco Chronicle,
- la Société louerait à Hearst son usine de Fremont jusqu'en 2025 avec une option de renouvellement de 3 ans,
- la Société offrirait à Hearst des services de transition jusqu'à fin octobre 2018, permettant à celle-ci d'acquérir les connaissances nécessaires pour opérer l'usine de Fremont.

L'ancienne entente prévoyait le paiement par Hearst d'une compensation de 31,9 millions de dollars pour la résiliation anticipée du contrat d'impression.

Au cours des périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, 13,5 millions de dollars et 54,7 millions ont été perçus par la Société relativement à la résiliation de l'ancienne entente et à la conclusion de la nouvelle entente, respectivement.

Les revenus reportés existants sur le contrat des services d'impression, qui totalisaient 95,0 millions de dollars au 21 décembre 2017, auxquels est venue s'ajouter la compensation de résiliation de 31,9 millions de dollars, ont été reconnus au cours des périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 selon le tableau ci-dessous, exception faite de la part des revenus reportés alloués aux revenus de location, d'un montant de 16,5 millions de dollars, qui est comptabilisée à titre de revenus sur la durée du contrat de location de l'usine de Fremont. Du fait de cette transaction, la Société a reclassé la valeur comptable du bâtiment et du terrain de Fremont d'immeuble à usage propre à immeuble de placement pour un montant de 55,3 millions de dollars.

La Société a revu la période d'amortissement et la valeur résiduelle des équipements d'impression qui ont été cédés à Hearst et de ceux qui seront transférés dans d'autres usines dans le cadre de la nouvelle entente.

Le tableau suivant présente les effets de la transaction sur le résultat opérationnel de la Société pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018 :

	Trois mois clos	Six mois clos
Reconnaissance des revenus reportés		
Reconnaissance de la période, portion liée au contrat d'impression	4,4 \$	12,3 \$
Reconnaissance de la période, portion liée au contrat de location	0,2	0,2
Reconnaissance accélérée	62,3	102,1
	66,9	114,6
Autre revenus		
Services de transition et loyers du bâtiment	3,1	4,0
	3,1	4,0
Amortissement des équipements d'impression vendus et à transférer		
Amortissement de la période	(0,9)	(2,3)
Amortissement accéléré	(15,7)	(22,0)
	(16,6)	(24,3)
Effet net de la transaction sur le résultat opérationnel	53,4 \$	94,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

19 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Acquisition de Coveris Americas, émission d'actions et nouveaux financements

Le 2 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une convention d'achat d'actions (la « CAA ») avec Coveris Holdings S.A. (« CHSA ») dans le cadre de l'acquisition (l'« acquisition ») par la Société de la totalité de l'investissement net de CHSA dans Coveris Americas (la « participation nette dans Coveris Americas ») et dans les entités constituant les activités de Coveris Americas. Ayant son siège social à Chicago, Coveris Americas fabrique une vaste gamme de produits de plastique souple et de produits de papier, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films coextrudés, des films thermorétractables, des substrats enduits et des étiquettes.

L'acquisition, assujettie à certaines conditions de clôture usuelles, notamment l'approbation des autorités antitrust, a été réalisée le 1^{er} mai 2018 (la « date d'acquisition »).

La contrepartie d'achat est de 1 697,0 millions de dollars (1 320,0 millions de dollars américains), sous réserve des ajustements habituels à l'égard du fonds de roulement et de la prise en charge de certains passifs en date d'acquisition, pour une contrepartie d'achat nette de 1 567,0 millions de dollars (1 219,0 millions de dollars américains). En date d'acquisition, la Société a financé la contrepartie d'achat, de même que les frais liés à cette acquisition au moyen de la combinaison 1) de liquidités pour un total de 290,0 millions de dollars; 2) d'un montant prélevé sur les facilités de crédit existantes pour un montant d'environ 167,0 millions de dollars; 3) d'un montant prélevé sur de nouvelles facilités de crédit pour un montant d'environ 964,0 millions de dollars (750,0 millions de dollars américains); et 4) du produit net d'un placement auprès du public par voie de prise ferme portant sur des reçus de souscription de 276,0 millions de dollars.

Les montants empruntés sur les nouvelles facilités de crédit portent intérêt au taux de base américain ou au LIBOR, majoré d'une marge applicable de 0,70 % à 1,70 %, payables semestriellement et sont remboursables sur des durées allant de 30 à 60 mois, selon la tranche.

Les facilités de crédit existantes, qui viennent à échéance en février 2023, portent intérêt selon un taux fondé sur la cote de crédit de la Société. Selon la cote de crédit actuelle, le taux correspond soit au taux des acceptations bancaires ou au LIBOR, majoré de 1,675 %, soit le taux préférentiel canadien ou le taux de base américain, majoré de 0,675 %.

Au 29 avril 2018, le produit net de l'émission des reçus de souscription était confié à un dépositaire légal, dans un compte soumis à restrictions, d'ici à ce que les conditions préalables à la conclusion de l'acquisition soient satisfaites ou levées. Comme les fonds n'étaient pas reçus directement par la Société, ils ne sont pas présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Le compte soumis à restrictions est inclus à la rubrique « Trésorerie soumise à restrictions » et présenté dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, avec une rubrique correspondante « Passifs liés aux reçus de souscription ». Les fonds soumis à restrictions et les passifs liés aux reçus de souscription peuvent être conciliés comme suit :

	Au 29 avril 2018
Reçus de souscription (nombre en circulation) ⁽¹⁾	10 810 000
Prix par reçu de souscription (en \$)	26,60 \$
Passifs liés aux reçus de souscription	287,5 \$
Moins: frais d'émission	(5,8)
Trésorerie soumise à restrictions	281,7 \$

⁽¹⁾ Incluant l'option de surallocation de 1 410 000 reçus de souscription

Les frais d'émission de 5,8 millions de dollars, représentant 50 % des frais à payer aux placeurs des reçus de souscription, ont été enregistrés en frais payés d'avance au 29 avril 2018 et seront reconnus en diminution du capital social lors de l'émission des actions à droit de vote subalterne catégorie A. Le solde des frais à payer aux placeurs, excluant d'autres frais d'émission estimés à environ 1,0 million de dollars, a été réglé lors de la conversion des reçus de souscription, qui a eu lieu le 1^{er} mai 2018 à la clôture de l'acquisition, chaque reçu de souscription ayant donné à son porteur le droit de recevoir, sans contrepartie additionnelle, une action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société.

En vertu d'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises* (« IFRS 3 »), si la date d'acquisition d'un regroupement d'entreprises est postérieure à la fin de la période de présentation de l'information financière, mais antérieure à la publication des états financiers, la Société doit fournir l'information requise par l'IFRS 3, sauf si la comptabilisation initiale pour le regroupement d'entreprises est inachevée à la date de la publication des états financiers. En raison du très court laps de temps entre la clôture de l'acquisition et la publication de ces états financiers consolidés intermédiaires, certaines informations à fournir sur des regroupements d'entreprises requises en vertu d'IFRS 3, principalement l'allocation du prix d'acquisition, n'ont pas été fournies parce que cette information n'est pas encore disponible. La Société a cependant entamé le processus d'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs pris en charge.

Au cours de la période de trois mois close le 29 avril 2018, la Société a conclu plusieurs contrats de change visant l'achat d'environ 477,5 millions de dollars américains pour couvrir l'exposition au risque de change de l'acquisition. Ces contrats de change ne se qualifiant pas pour la comptabilité de couverture, leur réévaluation à la juste valeur en date du 29 avril 2018 a été comptabilisée en Frais financiers nets.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos le 29 avril 2018 et le 30 avril 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

19 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE (SUITE)

Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 29 avril 2018, des coûts liés à l'acquisition s'élevant à 5,0 millions de dollars et 5,2 millions, respectivement, ont été passés en charges et sont inclus dans les frais de restructuration et autres coûts (gains). Les coûts d'acquisition totaux sont estimés à 13,0 millions de dollars.